



**GIE Réseau des CERC**

Cellules Economiques Régionales  
de la Construction

# Tableau de bord de conjoncture de la filière Construction

## GIE Réseau des CERC

### Comparaisons inter-régionales

### Bilan 2014

### et rétrospective des trois dernières années

Mars 2015

## Bilan 2014 : quelques chiffres clés

<b>Logements autorisés</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) en date réelle estimée (DRE)</i>	<b>376 100 lgts</b>	<b>-10,0%</b>	▼
<b>Logements mis en chantier</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) en date réelle estimée (DRE)</i>	<b>356 200 lgts</b>	<b>-11,3%</b>	▼
<b>Surface de locaux autorisés</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) en milliers de m<sup>2</sup> en date de prise en compte (DPC)</i>	<b>36 206 milliers m<sup>2</sup></b>	<b>-12,5%</b>	▼
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) en milliers de m<sup>2</sup> en date de prise en compte (DPC)</i>	<b>25 305 milliers m<sup>2</sup></b>	<b>-8,8%</b>	▼
<b>Travaux Publics réalisés * (1)</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	<b>42,4 milliards €</b>	<b>-3,9%</b>	▼
<b>Marchés Travaux Publics conclus * (1)</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	<b>28,5 milliards €</b>	<b>-7,5%</b>	▼
<b>Carnets de commandes des Travaux Publics *</b> <i>Moyenne en 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	<b>5,3 mois</b>	<b>-0,7 mois</b>	▼
<b>Production BPE *</b> <i>Année 2014 en m<sup>3</sup></i>	<b>36 465 877 m<sup>3</sup></b>	<b>-6,0%</b>	▼
<b>Production Granulats *</b> <i>Année 2014 en milliers de tonnes</i>	<b>319 310 kt</b>	<b>-6,4%</b>	▼
<b>Consommation ciment *</b> <i>Entre janv. et nov. 2014 en milliers de tonnes</i>	<b>17 022 kt</b>	<b>-5,2%</b>	▼
<b>Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers</b> <i>Année 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	<b>114,1 milliards €</b>	<b>-18,8%</b>	▼
<b>Emplois salariés dans la Construction</b> <i>A la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	<b>1 409 264 sal.</b>	<b>-2,3%</b>	▼
<b>Intérimaires Bâtiment</b> <i>Intérim Bâtiment cumulé du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> trim. 2014 (évol 1 an)</i>	<b>221 731 ETP</b>	<b>-4,7%</b>	▼
<b>Intérimaires Travaux Publics</b> <i>Intérim Travaux Publics cumulé du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> trim. 2014 (évol 1 an)</i>	<b>78 593 ETP</b>	<b>-11,9%</b>	▼

# Le Bâtiment

## Comparaisons inter-régionales

# Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

En France :

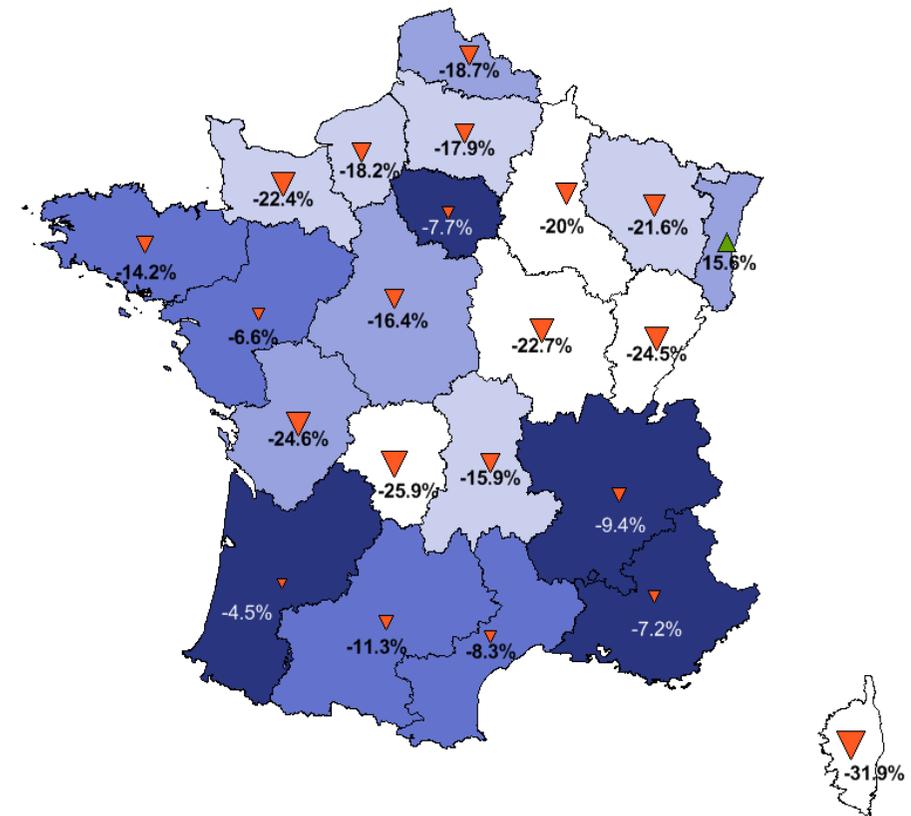
Avec 356 200 logements mis en chantier, l'année 2014 enregistre un repli marqué (-11,3%). Sur ces trois dernières années le recul s'établit à 16%.

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Année 2014 - Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>356 200 lgts</b>	<b>-11,3%</b>	▼
Dont individuels purs	104 700 lgts	-18,7%	▼
Dont individuels groupés	39 000 lgts	-23,2%	▼
Dont collectifs	186 700 lgts	-6,6%	▼
Dont résidences	25 800 lgts	+16,2%	▲

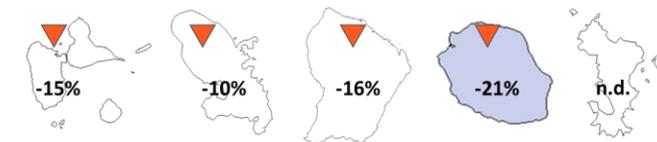
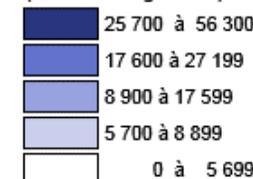
Dans les régions :

En 2014, les mises en chantier de logements ont baissé dans la quasi-totalité des régions.

Logements commencés en 2014, évol. 1 an  
(date réelle estimée)



Logements commencés  
(nombre de logements)



!! Attention : révision des données SITADEL, cf. avertissement p.5

# Sit@del2 : nouveaux indicateurs de la construction neuve de logements en date réelle estimée (DRE)

## Sit@del2 : nouveaux indicateurs de la construction neuve de logements en date réelle estimée (DRE)

Une nouvelle méthode de modélisation des statistiques Sit@del2 de la construction neuve de logements a été mise en place par le SOeS (service statistique du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie), pour améliorer la qualité de la donnée. Les nouveaux résultats ont été diffusés le 27 février 2015. Ce nouveau modèle se justifie principalement par une dégradation de la collecte des informations depuis 2007 (date de la réforme du droit des sols).

En effet, le dispositif de collecte des permis de construire dans la base Sit@del2 s'appuie sur différents acteurs (schéma ci-contre) ; la saisie et la transmission des informations sont alors soumises à différents aléas. Ce défaut porte principalement sur les données des mises en chantier.

Les nouvelles séries « en date réelle estimée » (DRE) corrigent deux phénomènes :

- le décalage dans le temps entre la date de l'évènement et celle de la remontée de l'information,
- la non remontée d'information sur la mise en chantier ou l'abandon d'un permis délivré.

### ... Les principales caractéristiques de la nouvelle série de données en date réelle estimée :

Cette modélisation est appliquée aux logements dans un premier temps. La réalisation de ce même exercice pour les locaux non résidentiels est en cours de réflexion.

Deux méthodes de modélisation sont appliquées, l'une pour les autorisations, la seconde pour les mises en chantier. Ces deux modèles font appel à la base Sit@del2 et également à des données extérieures telles que informations fiscales, données d'enquêtes, climat des affaires, taux d'intérêt, délais d'écoulement des mises en vente par les promoteurs immobiliers...

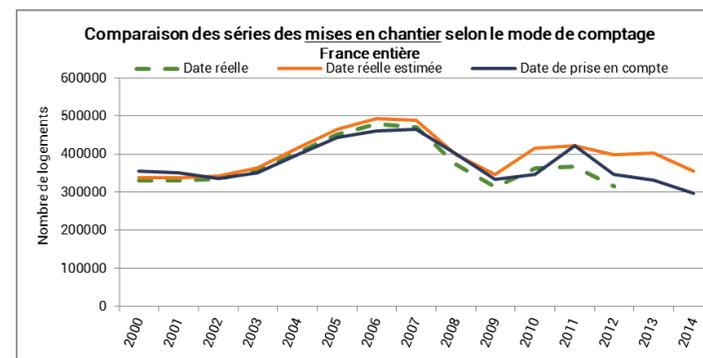
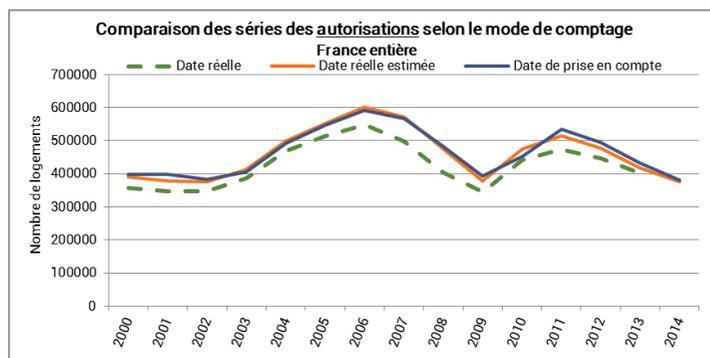
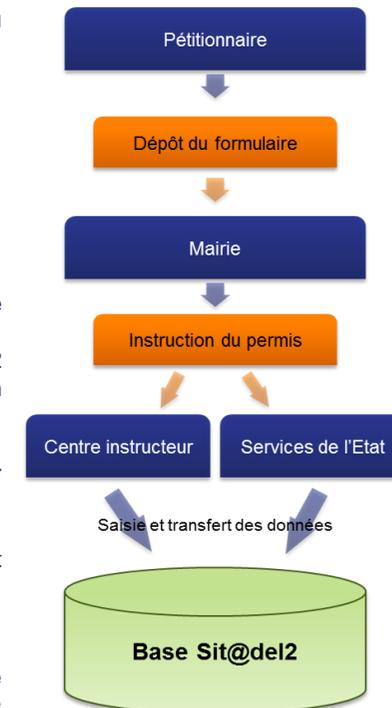
Les modèles se déclinent ainsi :

- pour les autorisations, les données en date réelle estimée sont construites en agrégeant aux données déjà collectées un volume d'autorisations estimé par anticipation,
- pour les mises en chantier deux estimations sont réalisées :
  - estimation du nombre de logements effectivement mis en chantier pour compléter les déclarations collectées ; La différence entre nombre de permis et mises en chantier correspond aux annulations.
  - estimation de la date réelle de l'évènement à partir de grille de délais de mises en chantier (délai entre permis et mise en chantier).

... **Impact sur les séries statistiques et comparaisons** : Le nombre de logements effectivement commencés sur le territoire avoisine en 2014 les 356 000 unités, soit une correction à la hausse de 58 600 logements par rapport aux déclarations prises en compte au cours de cette année. Au-delà de la correction en niveau, les variations du nombre de logements commencés entre 2009 et 2013 diffèrent sensiblement de celles établies à partir des données en date de prise en compte.

Le nombre de mises en chantier n'a pas été uniformément rehaussé selon le territoire étudié, même si globalement les niveaux les plus fortement corrigés correspondent aux régions les plus dynamiques en matière de construction. La correction est supérieure à + 10 % pour l'ensemble des régions, excepté dans les Pays de la Loire (+ 4,0 %), l'Alsace (+ 5,0 %) et la Basse-Normandie (+ 8,2 %).

Le suivi statistique des permis

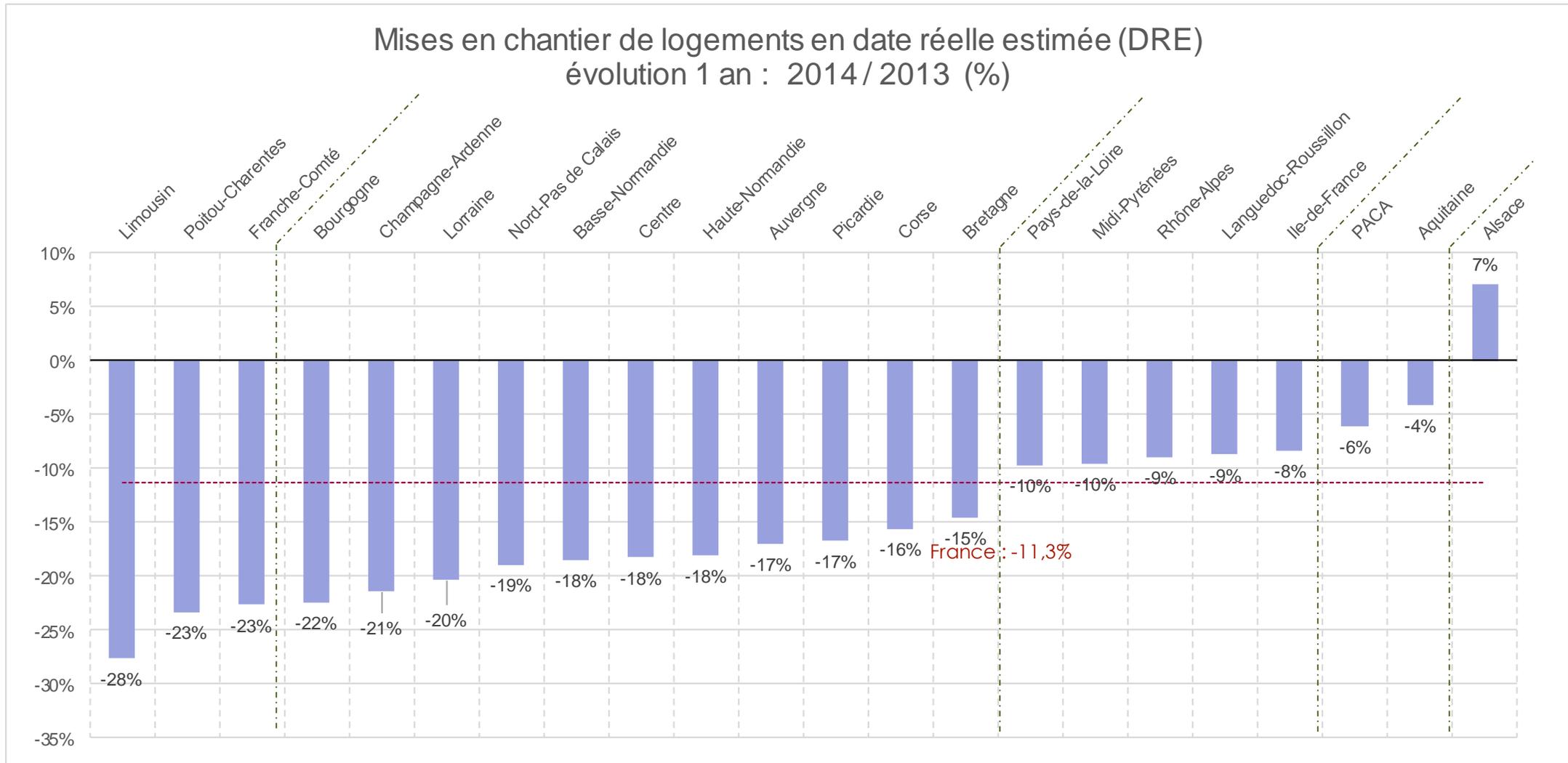


Désormais nous utiliserons, sauf précision, les données en date réelle estimée (DRE).

Pour plus d'informations : Soes. Chiffres & statistiques : de nouveaux indicateurs pour suivre la construction de logements. Février 2015, n° spécial. Disponible sur : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)

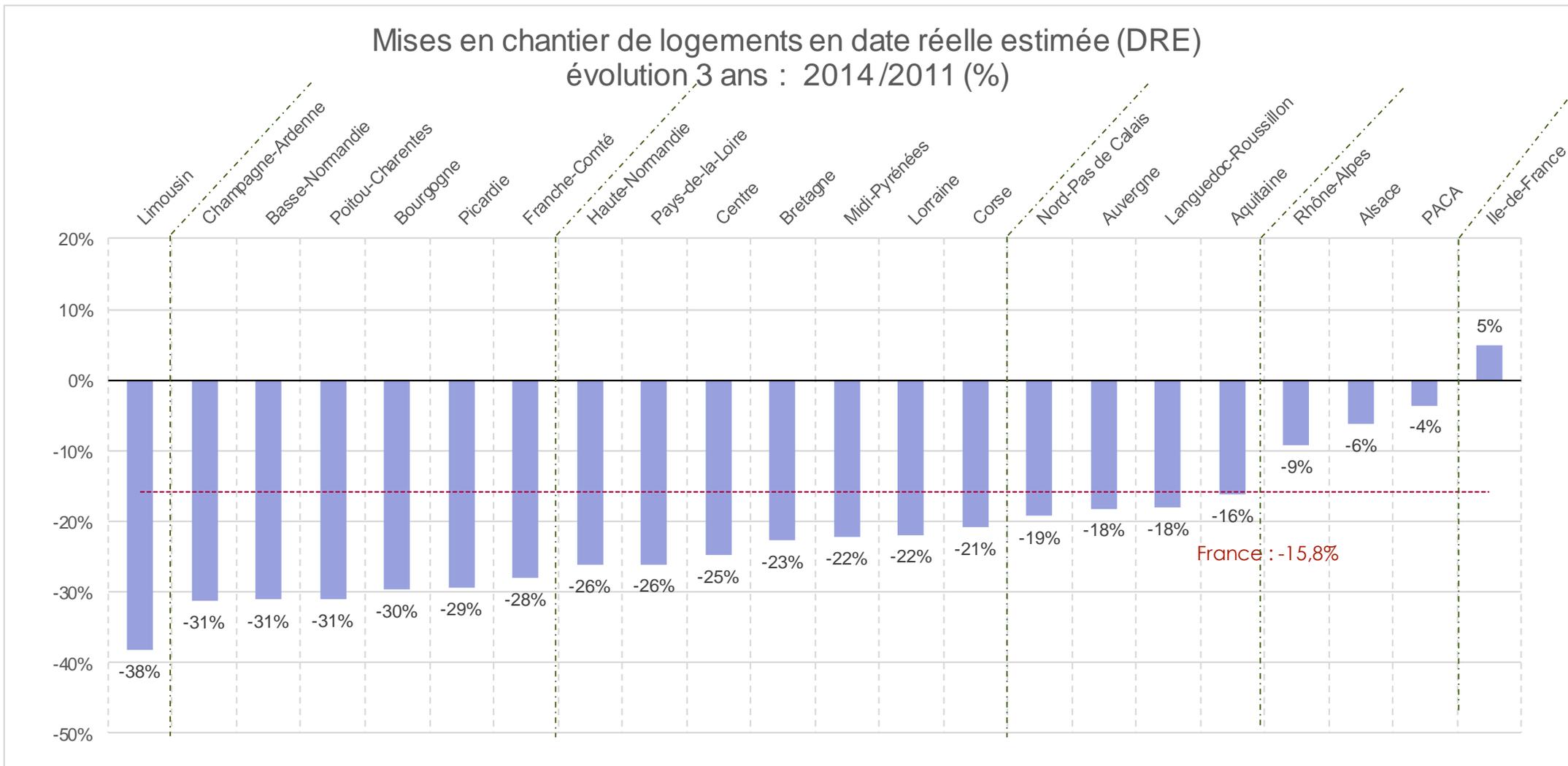
# Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

En 2014, nous distinguons cinq groupes de régions quant à l'évolution des mises en chantier.



Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?



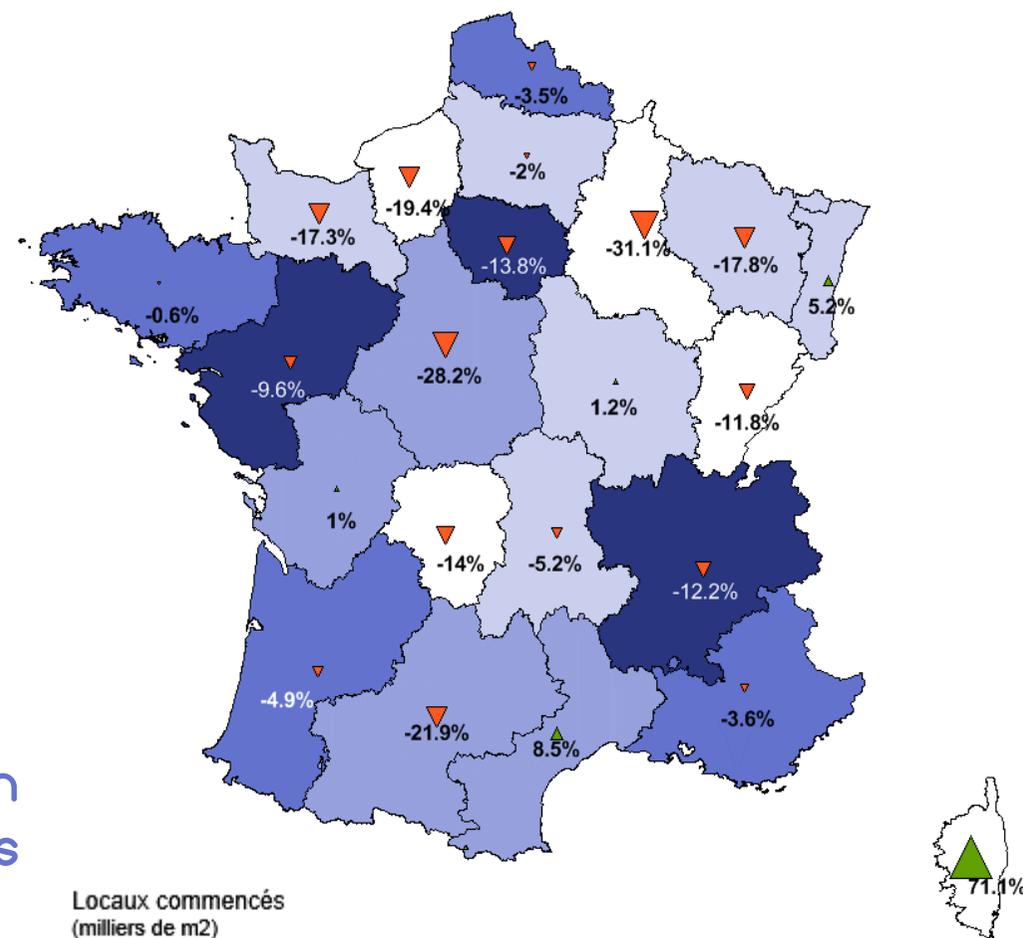
Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

En France, recul marqué du nombre de locaux commencés et autorisés...

Locaux commencés en 2014, évol. 1 an

Les mises en chantier de locaux (date de prise en compte)	Année 2014 - Evol 1 an		
<b>Total locaux commencés</b>	<b>25 305 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-8,8%</b>	▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>6 459 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+2,3%</b>	▲
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>13 868 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-51,7%</b>	▼
Dont locaux industriels	2 648 mill. m <sup>2</sup>	-9,5%	▼
Dont commerces	3 389 mill. m <sup>2</sup>	-2,3%	▼
Dont bureaux	2 946 mill. m <sup>2</sup>	-16,4%	▼
Dont entrepôts	3 334 mill. m <sup>2</sup>	-5,2%	▼
Dont autres locaux	1 551 mill. m <sup>2</sup>	-89,8%	▼
<b>Secteur public</b>	<b>4 978 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-19,2%</b>	▼

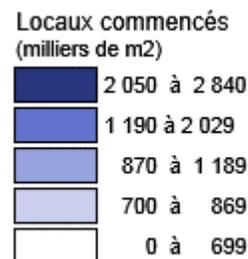


Dans les régions :

En 2014, les mises en chantier de bâtiments non résidentiels baissent dans trois-quarts des régions de France métropolitaine.

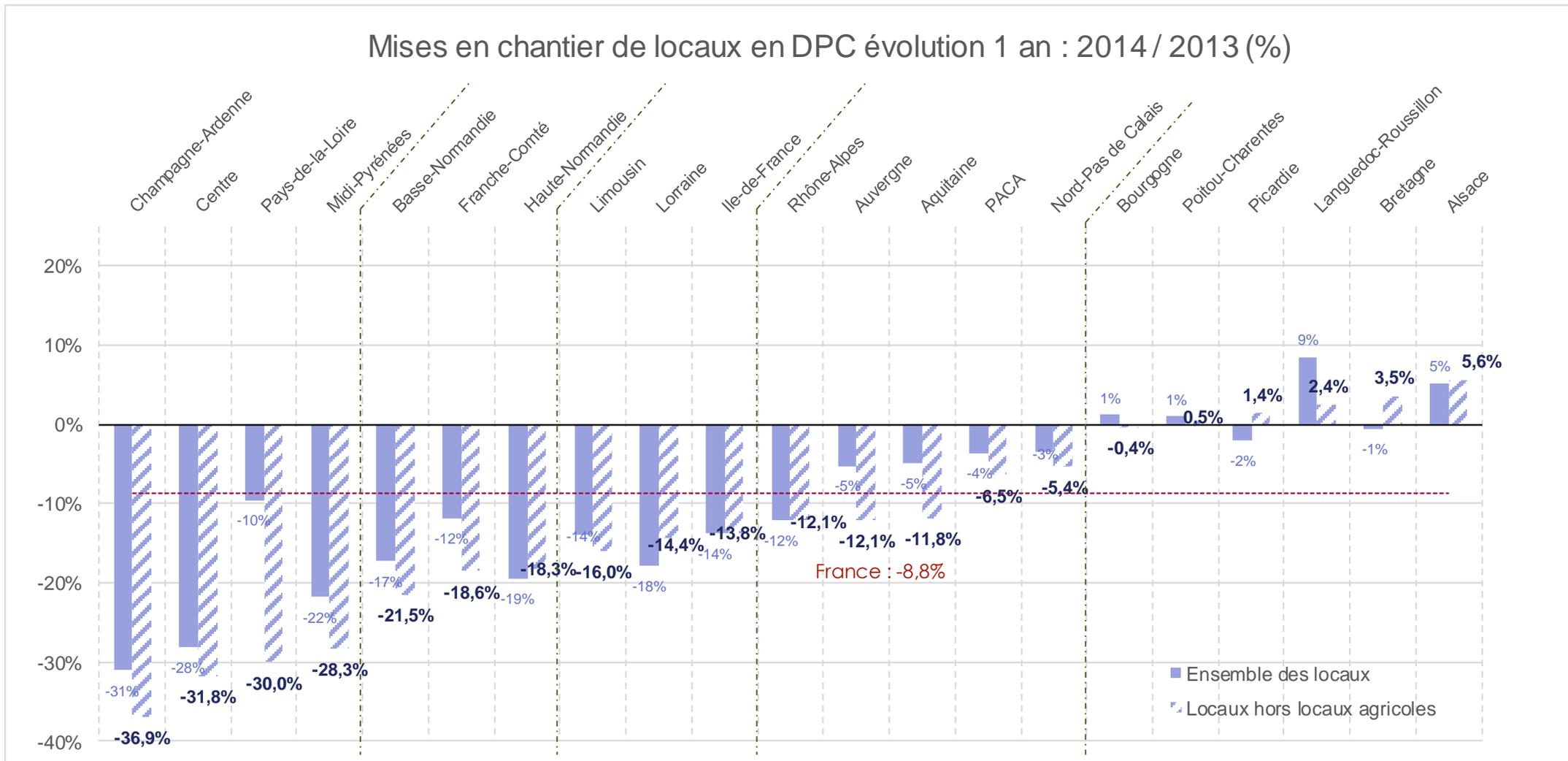
!/\ Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation sont pour l'instant publiées par le Soes en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution à l'image des révisions qui ont été effectuées sur le champs du logements. Cf. avertissement p. 5

Source : Sit@del2 (données brutes)



# Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Un groupe de quatre régions se distingue par une évolution positive de ses mises en chantier de locaux en 2014 (1).

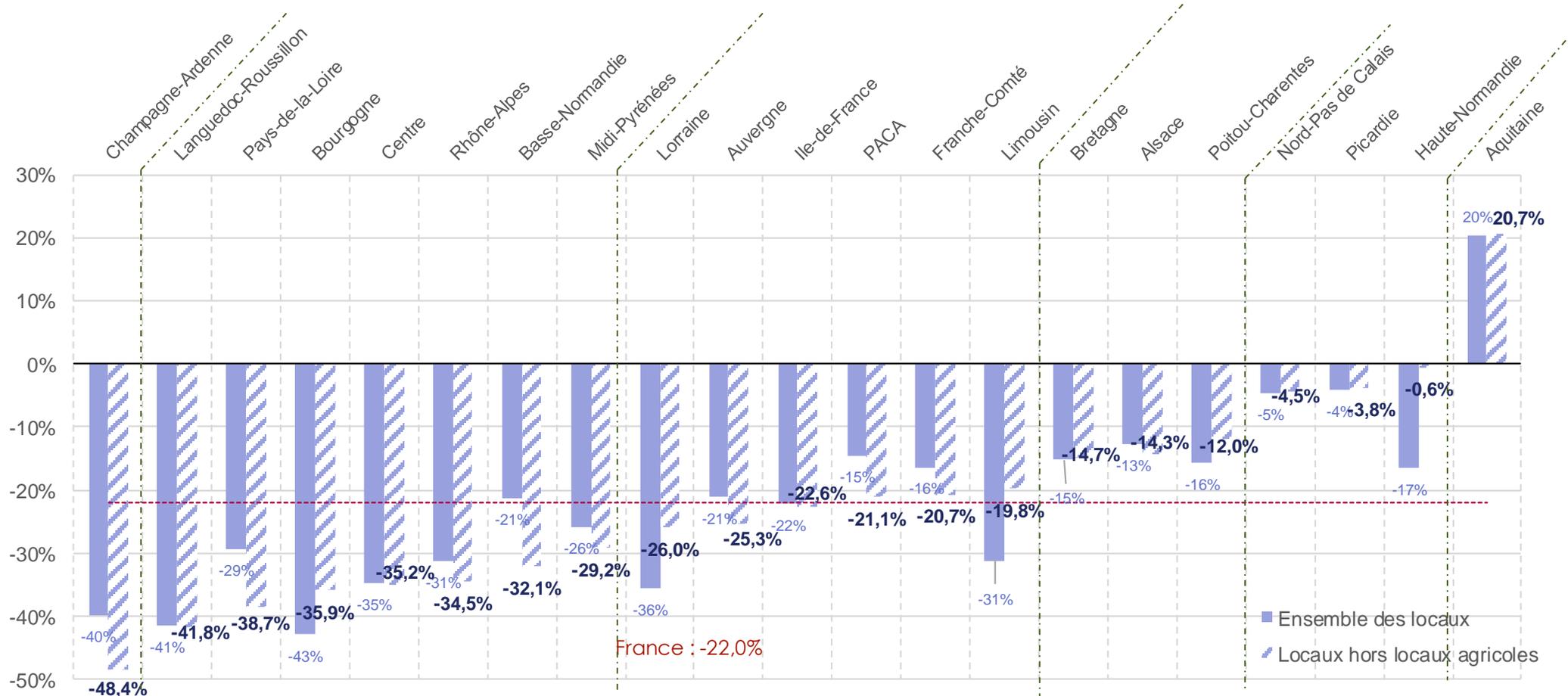


(1) Selon les régions, les tendances peuvent être fortement modifiées par l'évolution du secteur des locaux agricoles.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Mises en chantier de locaux en DPC évolution 3 ans : 2014 / 2011 (%)

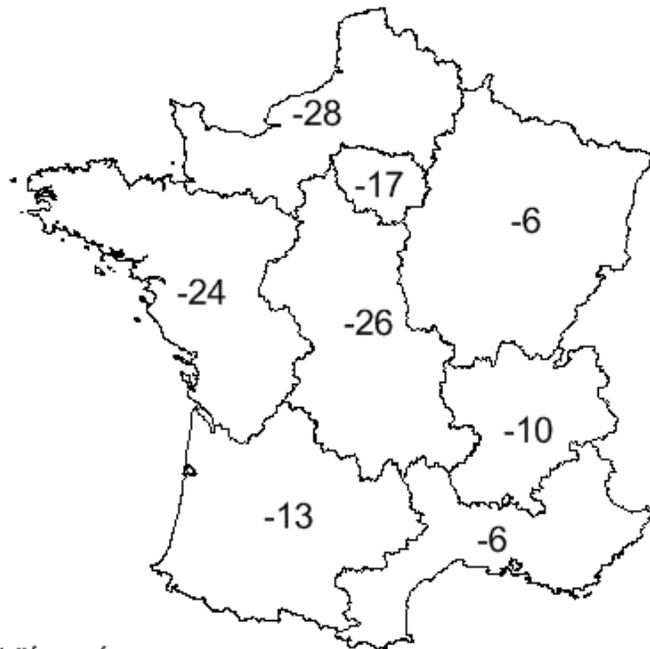


Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Comment évolue le marché de l'entretien-amélioration ?

France : les chefs d'entreprises restent pessimistes sur leur activité en amélioration-entretien de logements. Leurs prévisions pour le 4T 2014 ne suggèrent aucune amélioration. Dans les régions : l'opinion des chefs d'entreprises, au 3T 2014, est négative sur la totalité des régions. Même constat pour l'activité prévue au 4T 2014, excepté pour la région Sud-Est.

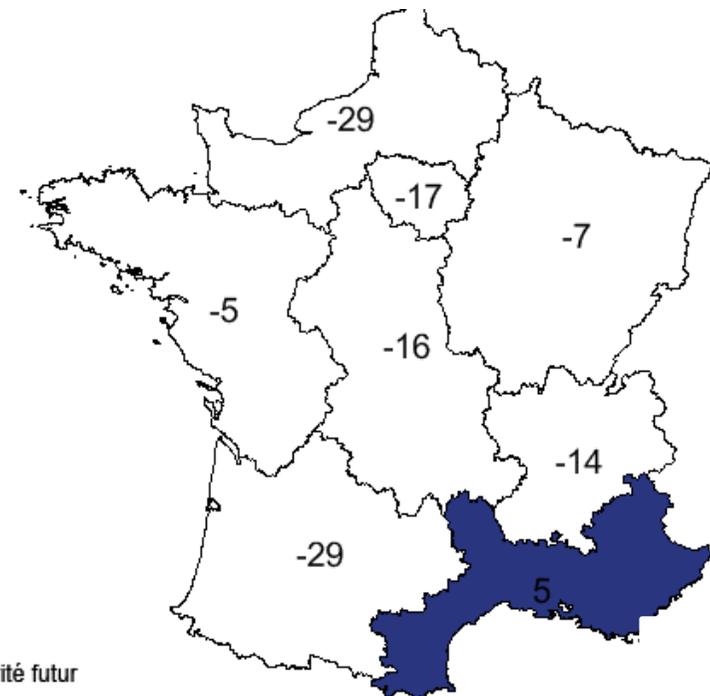
Solde d'opinion sur l'activité entretien amélioration du logement du 3T 2014



Solde d'opinion activité passée



Solde d'opinion sur l'activité future entretien amélioration du logement du 4T 2014



Solde d'opinion activité futur

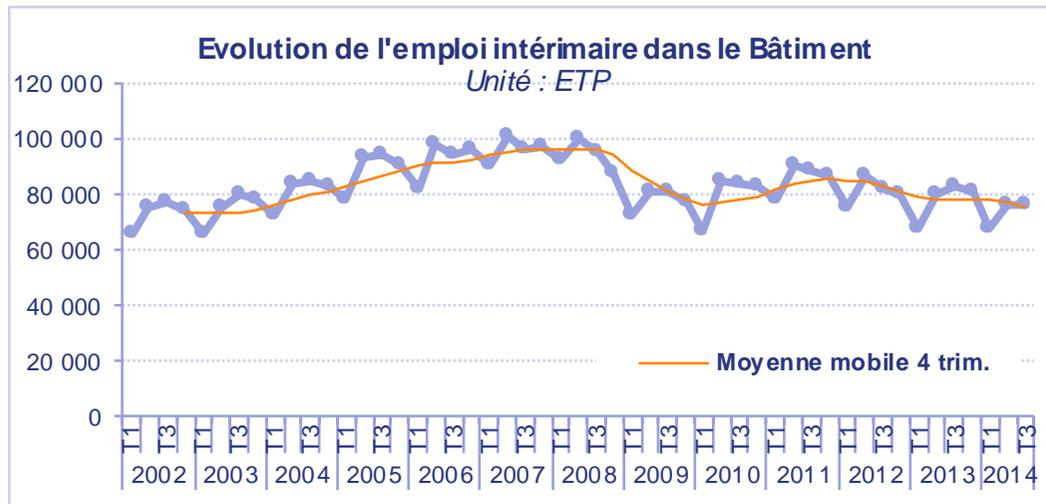


Source : Anah-CAH/BIIS, Baromètre entretien – amélioration du logement (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

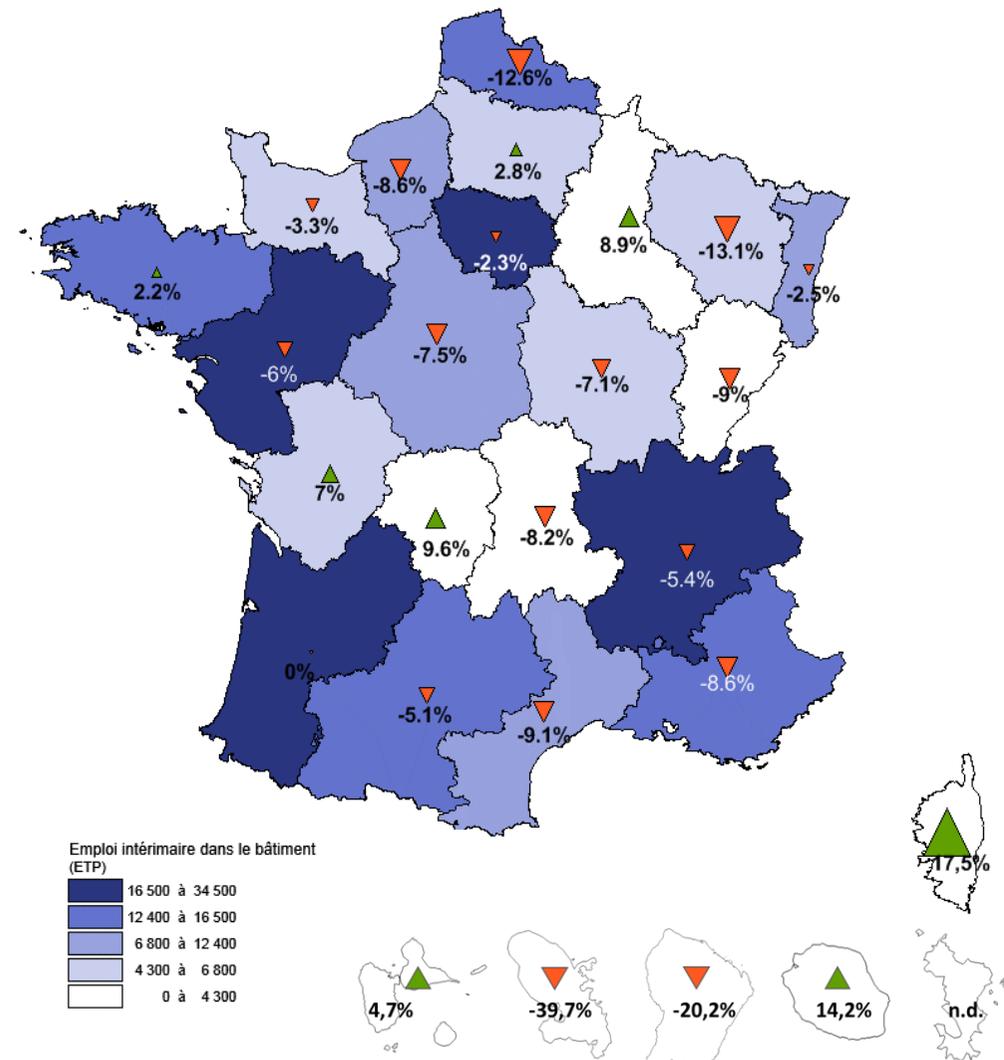
France : au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le recours à l'intérim dans le Bâtiment s'inscrit toujours en diminution. On compte 76 682 intérimaires (en équivalent emploi à temps plein), soit une baisse de 8,1% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	3 <sup>o</sup> trimestre 2014 - Evol 1 an	
Intérim Bâtiment au cours du 3 <sup>o</sup> trim. 2014	76 682 ETP	-8,1% ▼
Intérim Bât. cumulé du 1 <sup>o</sup> au 3 <sup>o</sup> trim. 2014	221 731 ETP	-4,7% ▼



Régions : la baisse de l'emploi intérimaire dans le Bâtiment touche pratiquement l'ensemble du territoire, à l'exception des régions Limousin, Bretagne, Languedoc-Roussillon et Poitou-Charentes.

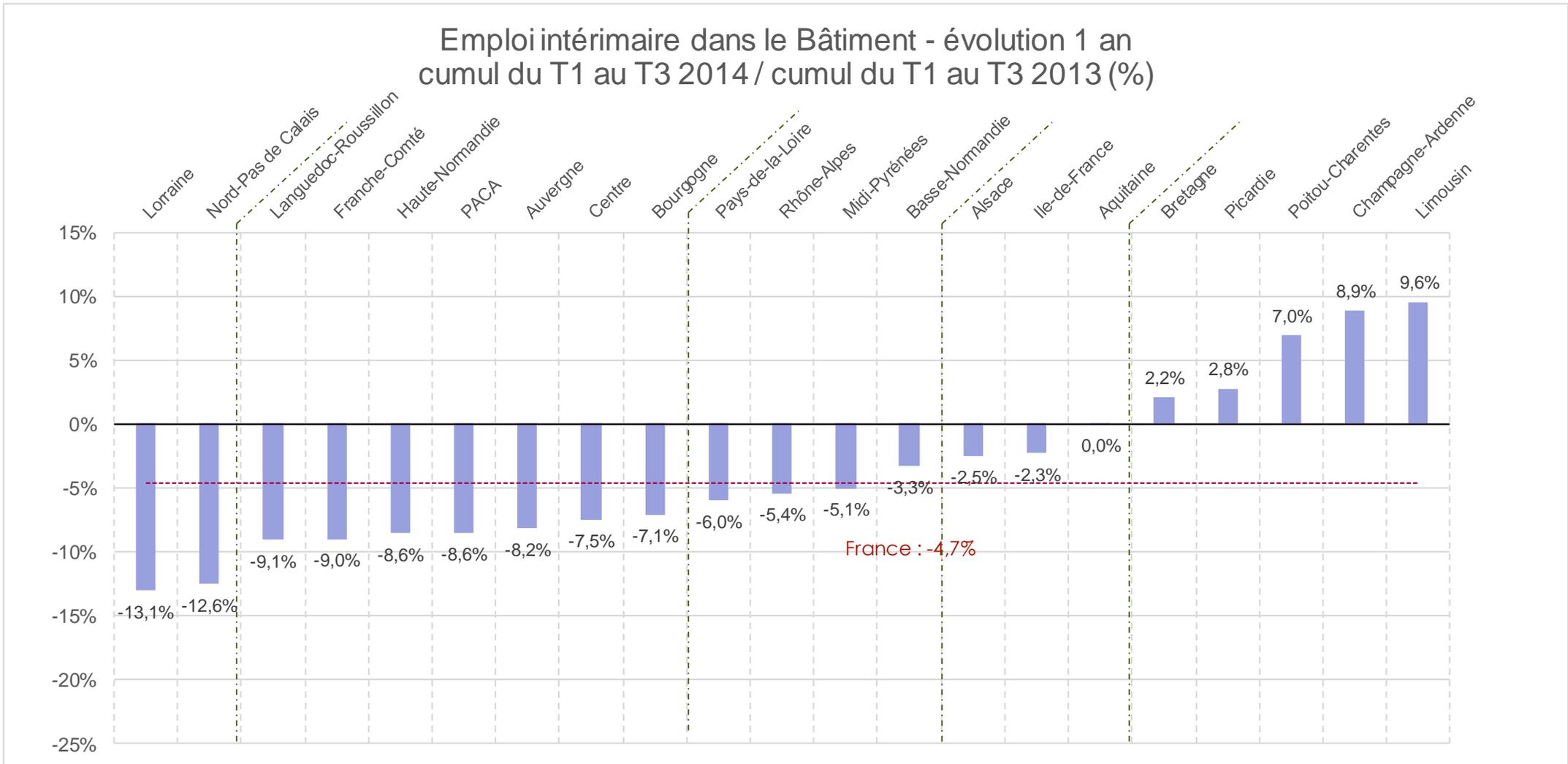
Emploi intérimaire dans le bâtiment cumulé du 1<sup>er</sup> au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, évol. 1 an



Source : DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

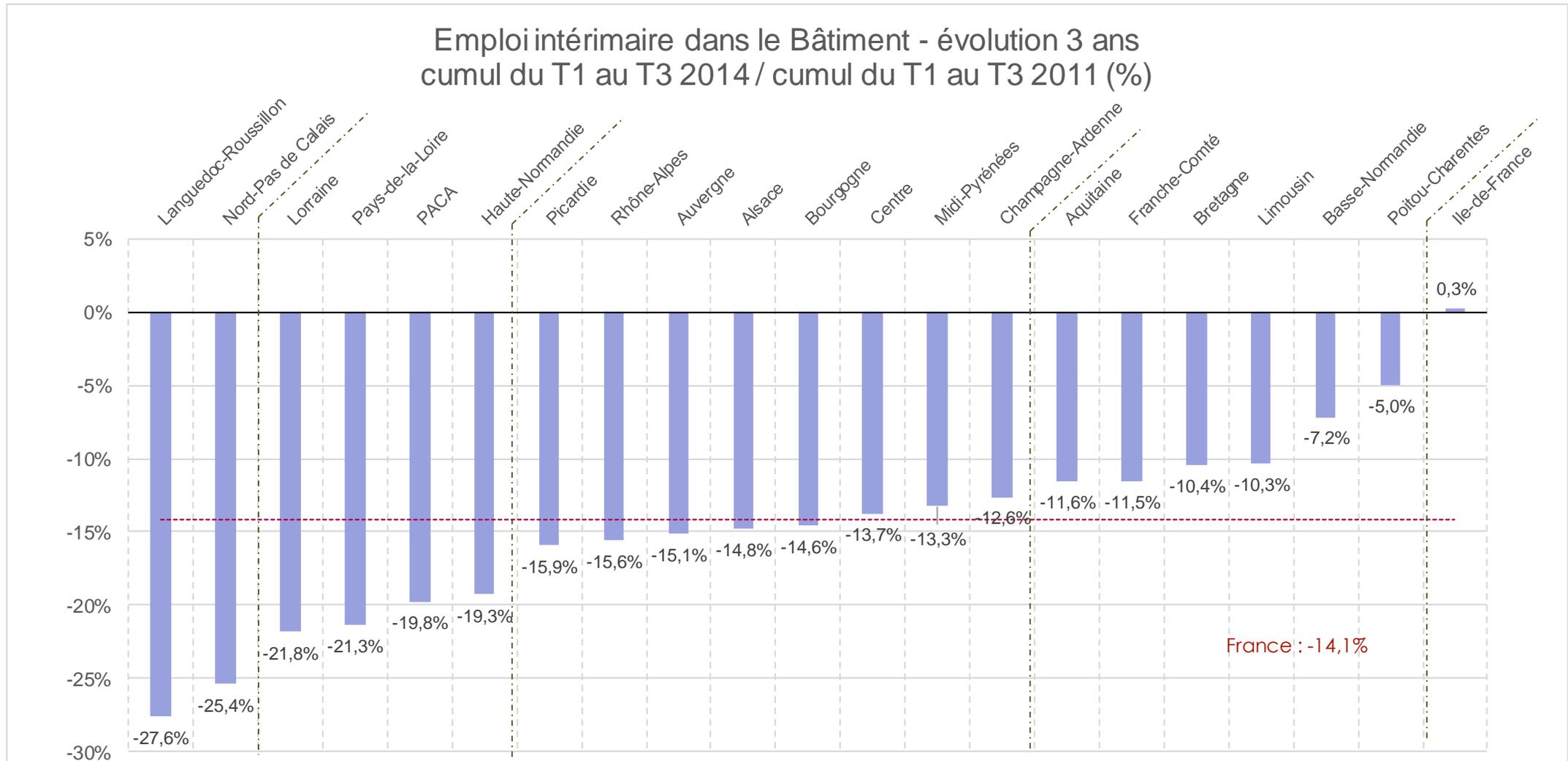
En 2014, un seul groupe de régions se démarque par une progression de l'emploi intérimaire.



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

Sur 3 ans, la quasi-totalité des régions enregistre une baisse de l'emploi intérimaire.



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

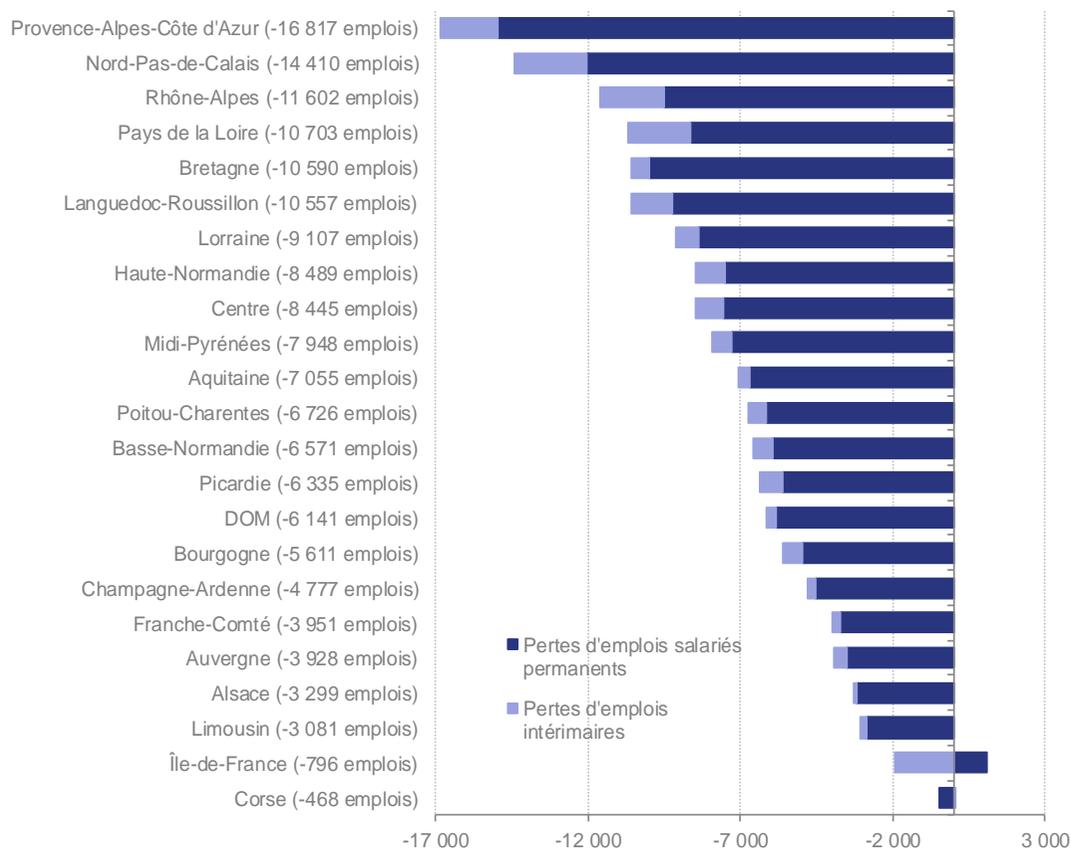
# Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

## ...pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur du Bâtiment dans les régions

Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment dans les régions françaises entre 2008 et 2014

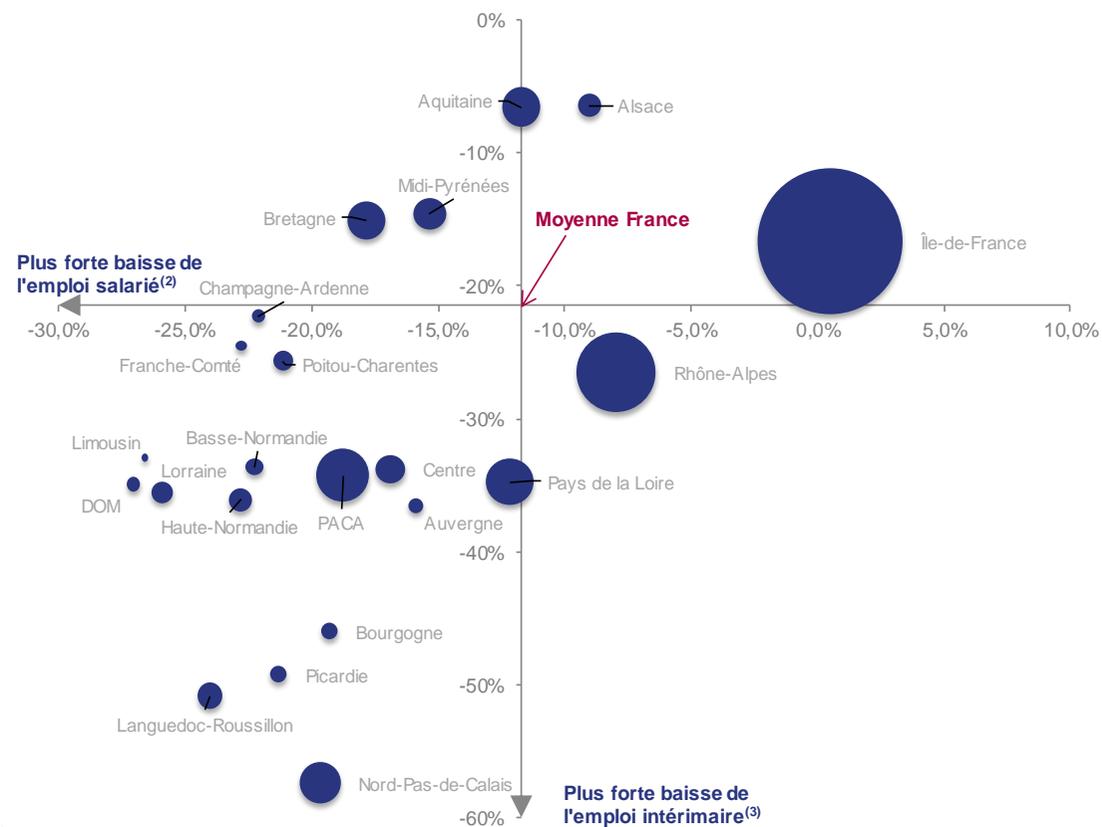
Unité : en effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE

France : -167 407 emplois



Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment dans les régions françaises entre 2008 et 2014 (1)

Unité : en % des effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires Bâtiment de 2014

En dehors de l'Île de France, l'ensemble des régions enregistre des pertes d'emploi salarié permanent et intérimaire entre 2008 et 2014 dans le Bâtiment.

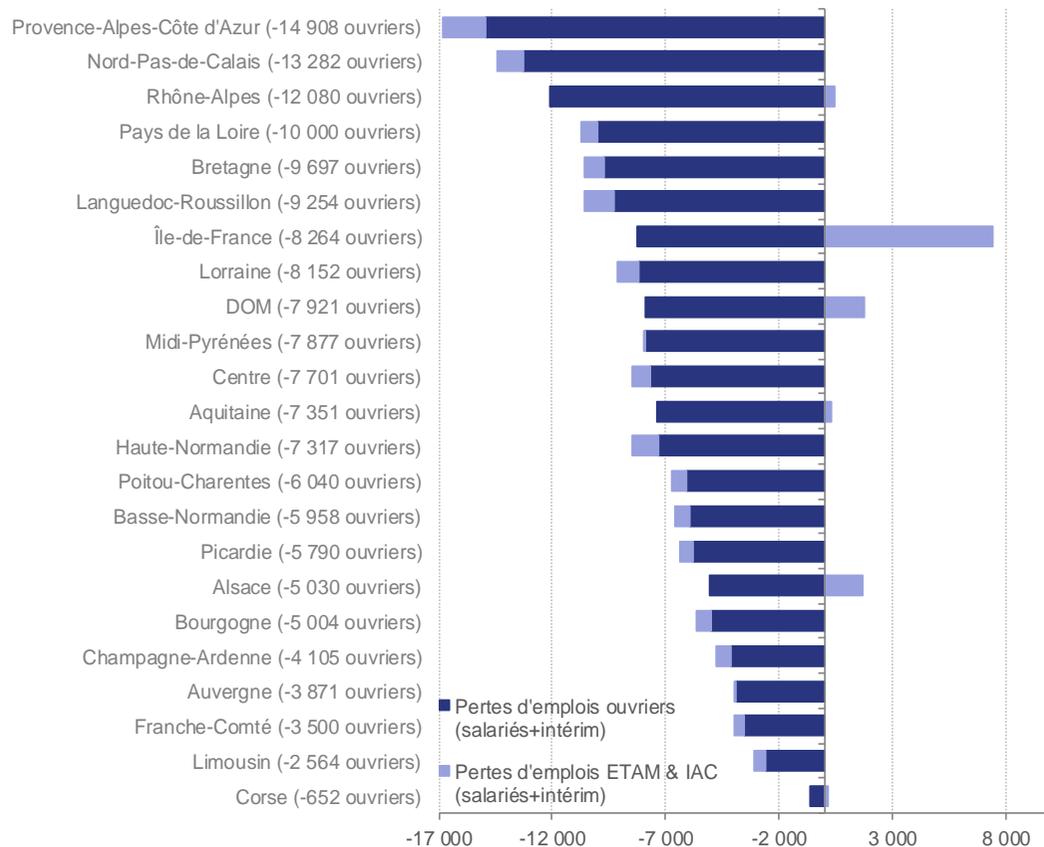
(1) Hors Corse // (2) emploi salarié permanent où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi intérimaire en ETP (équivalent temps plein) où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

# Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

## ...pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) par statut dans le secteur du Bâtiment dans les régions

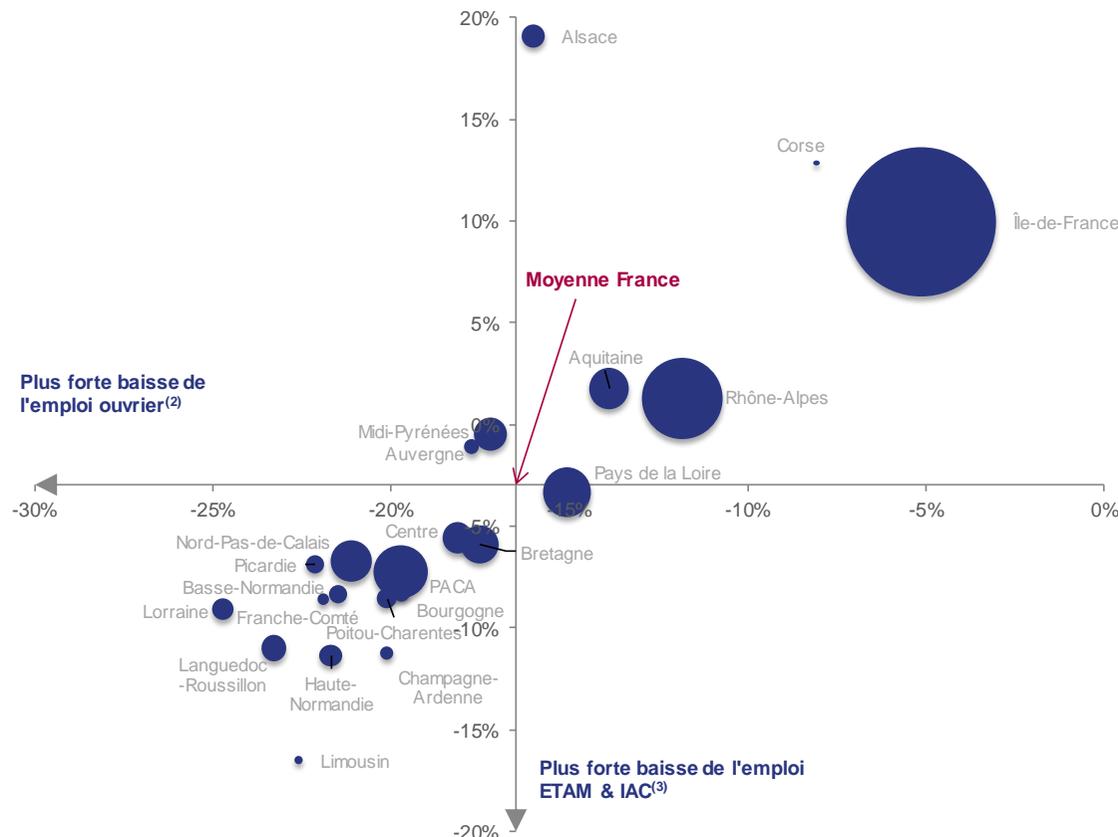
Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014

Unité : en effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014 (1)

Unité : en % des effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires Bâtiment de 2014

Si l'on analyse plus particulièrement l'emploi ouvrier, la totalité des régions enregistrent une baisse entre 2008 et 2014. Toutefois, six régions (Rhône-Alpes, Ile de France, les DOM, Aquitaine, Alsace et la Corse) ont connu une hausse des effectifs sous statut ETAM et IAC.

(1) Hors DOM // (2) emploi ouvrier où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi ETAM et IAC où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

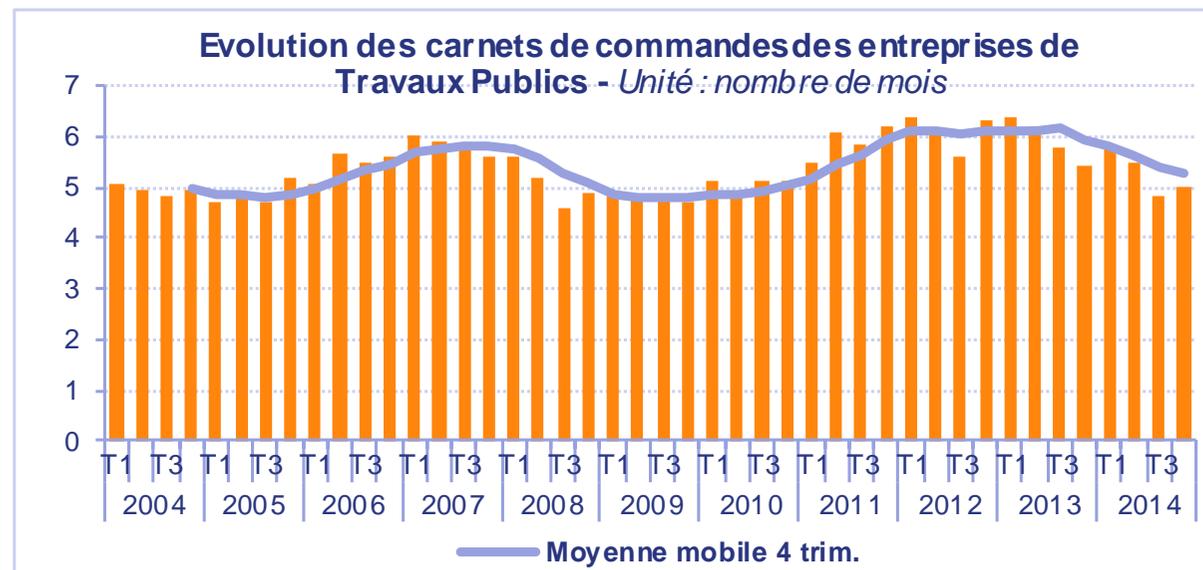
# Les Travaux Publics

## Comparaisons inter-régionales

# Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

France : au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, les chefs d'entreprises de travaux publics indiquent une nouvelle baisse de leurs carnets de commandes.

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4 <sup>o</sup> trimestre 2014 - Evol 1 an		
Carnets de commandes	5,0 mois	-0,4 mois	▼

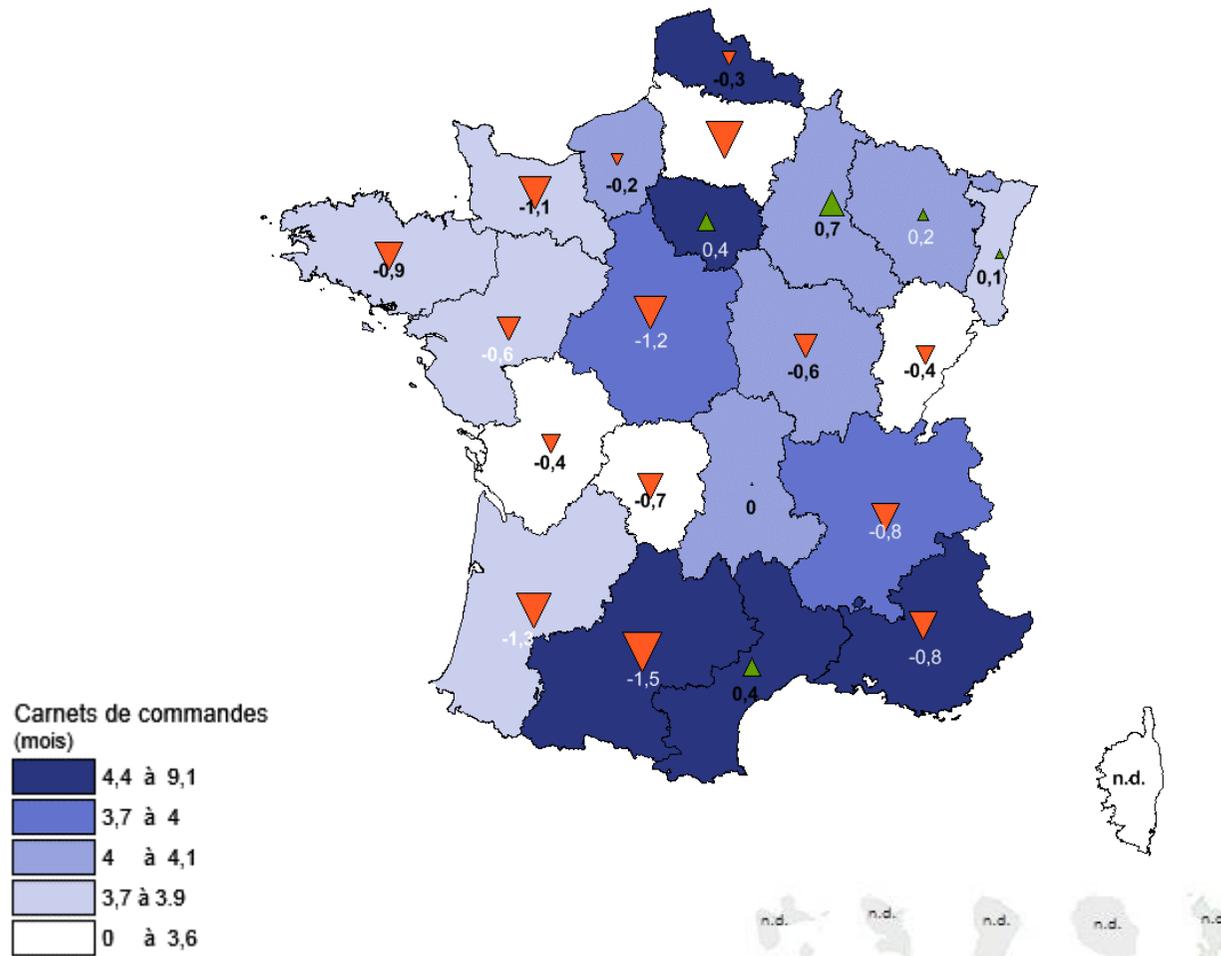


Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Tout comme au niveau national, selon les chefs d'entreprises les carnets de commandes des travaux publics se dégarnissent dans les trois quarts des régions.

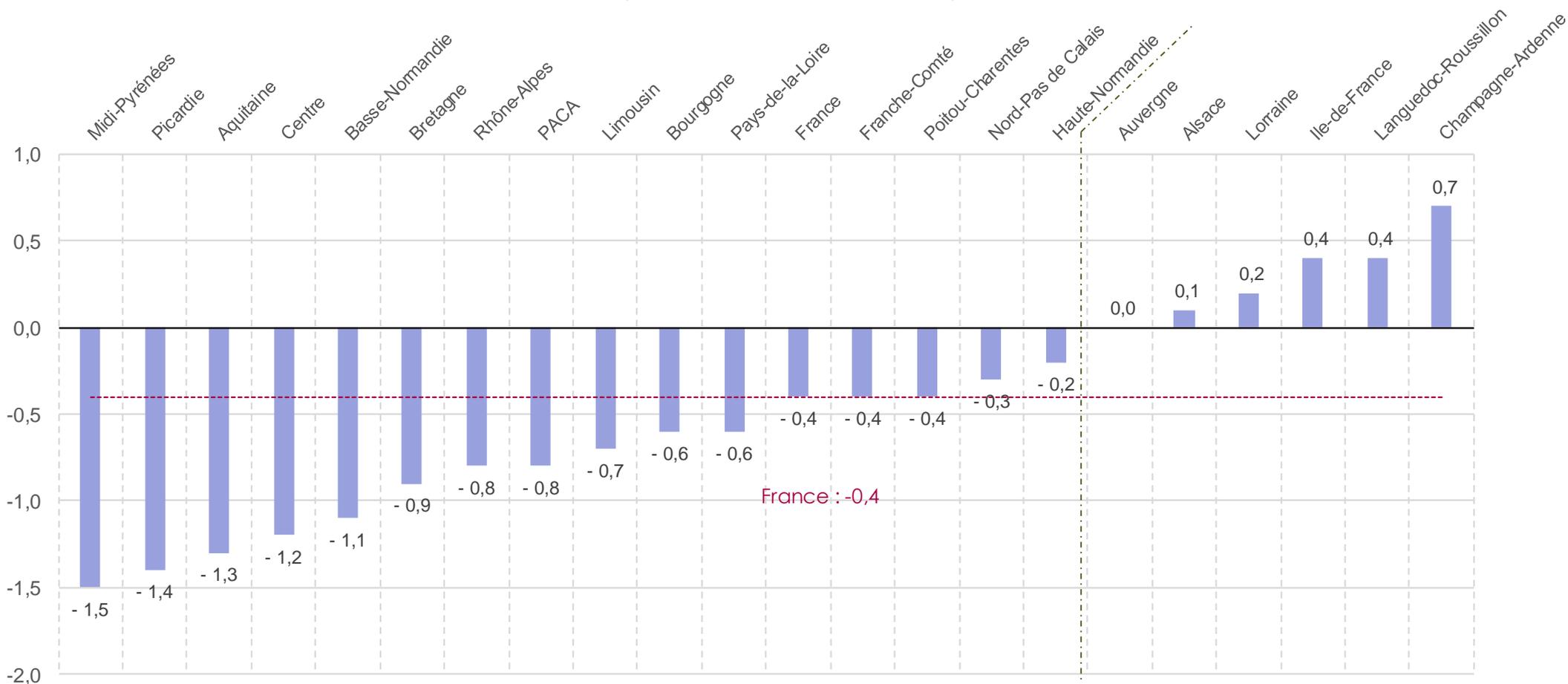
Carnets de commandes - 4<sup>ème</sup> trimestre , évol. 1 an (mois)



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

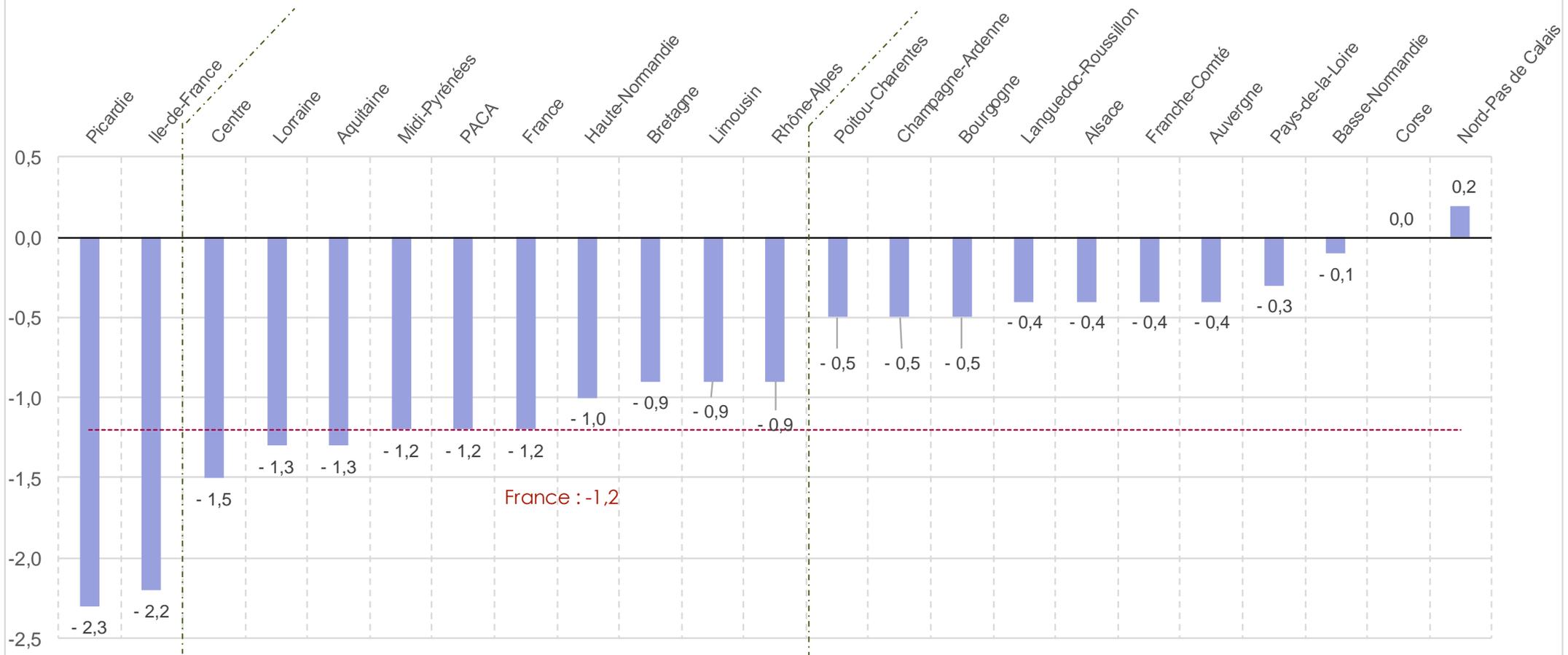
Carnets de commandes Travaux Publics - évolution 1 an : T4 2014 / T4 2013  
(unité : nombre de mois)



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Carnets de commandes Travaux Publics - évolution 3 ans : T4 2014 / T4 2011  
(unité : nombre de mois)

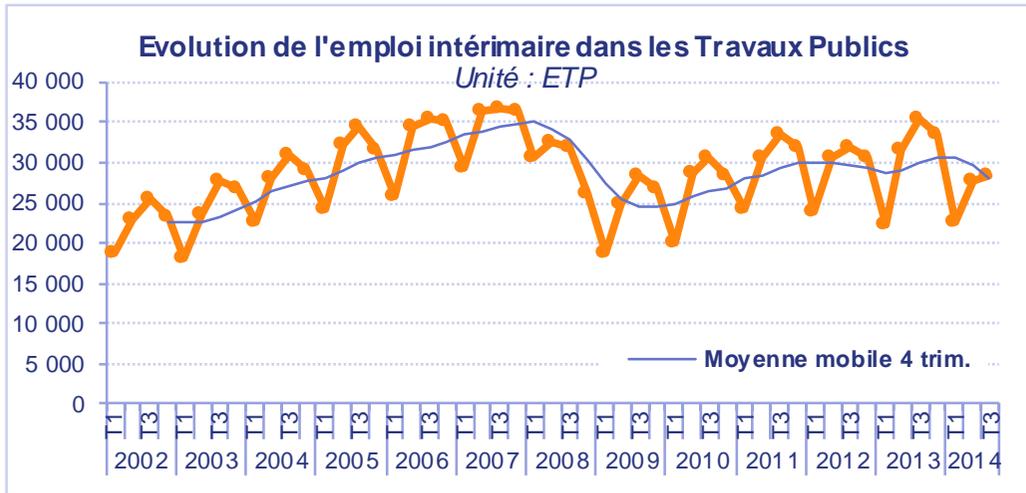


Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

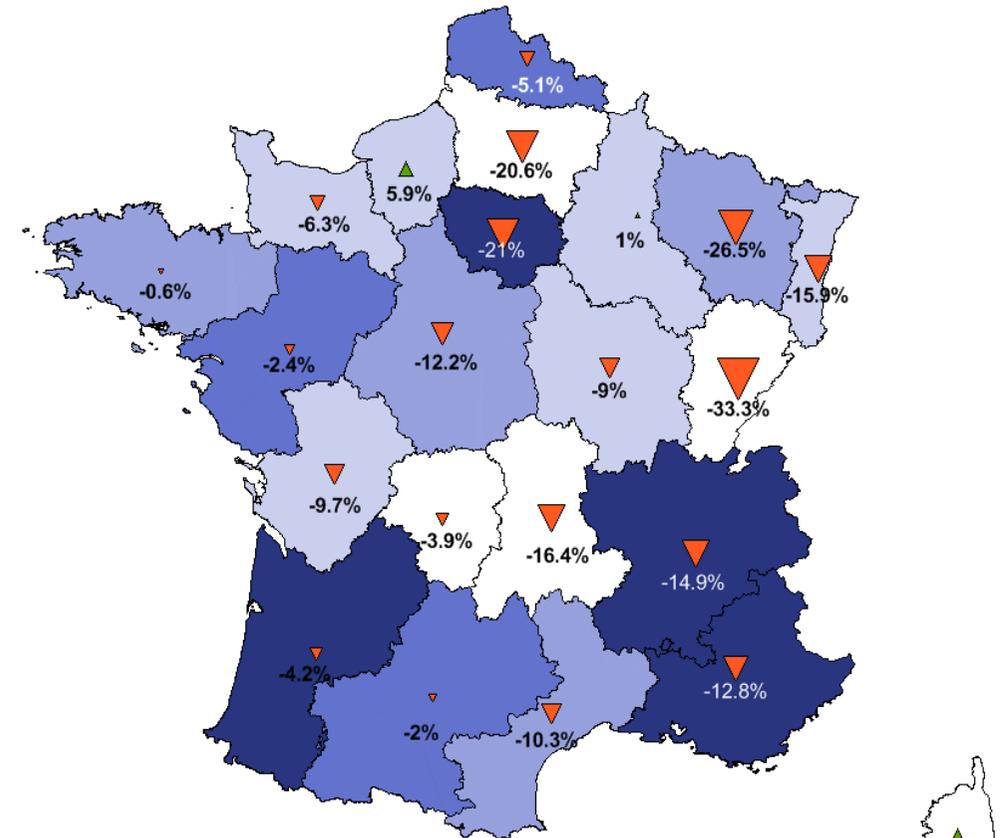
France : la chute de l'emploi intérimaire s'accroît au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, avec une baisse de 19,7% sur un an.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	3 <sup>o</sup> trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérim TP au cours du 3 <sup>o</sup> trim. 2014	28 497 ETP	-19,7%	▼
Intérim TP cumulé du 1 <sup>o</sup> au 3 <sup>o</sup> trim. 2014	78 593 ETP	-11,9%	▼

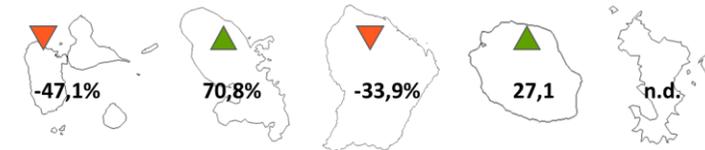
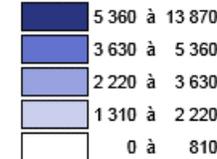


Régions : la chute de l'emploi intérimaire dans les travaux publics touche la totalité des régions excepté la Haute-Normandie.

Emploi intérimaire dans les Travaux Publics cumulé du 1<sup>er</sup> au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, évol. 1 an



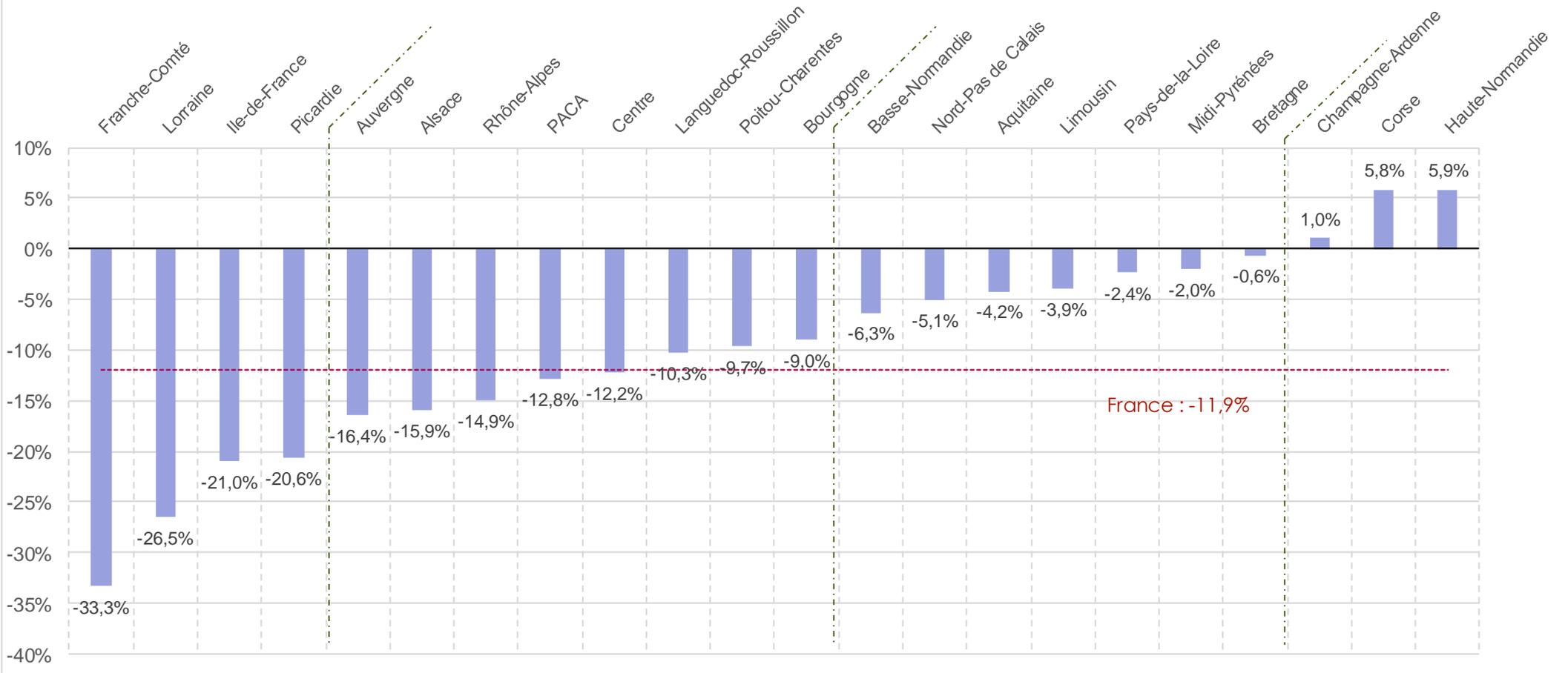
Emploi intérimaire dans les travaux publics (ETP)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

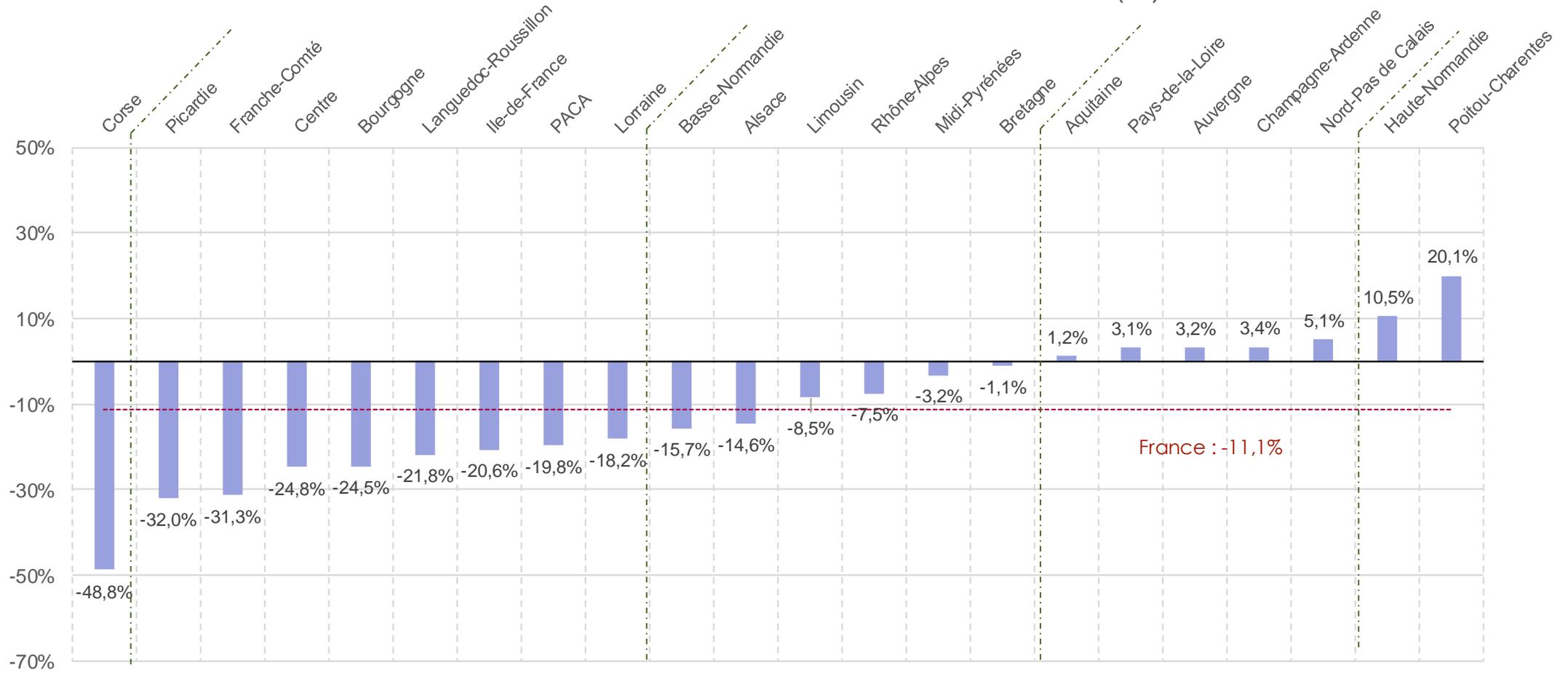
Emploi intérimaire dans les Travaux Publics - évolution 1 an cumulé du T1 au T3 2014 / cumulé du T1 au T3 2013 (%)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

Emploi intérimaire dans les Travaux Publics - évolution 3 ans cumulé du T1 au T3 2014 / cumul du T1 au T3 2011 (%)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

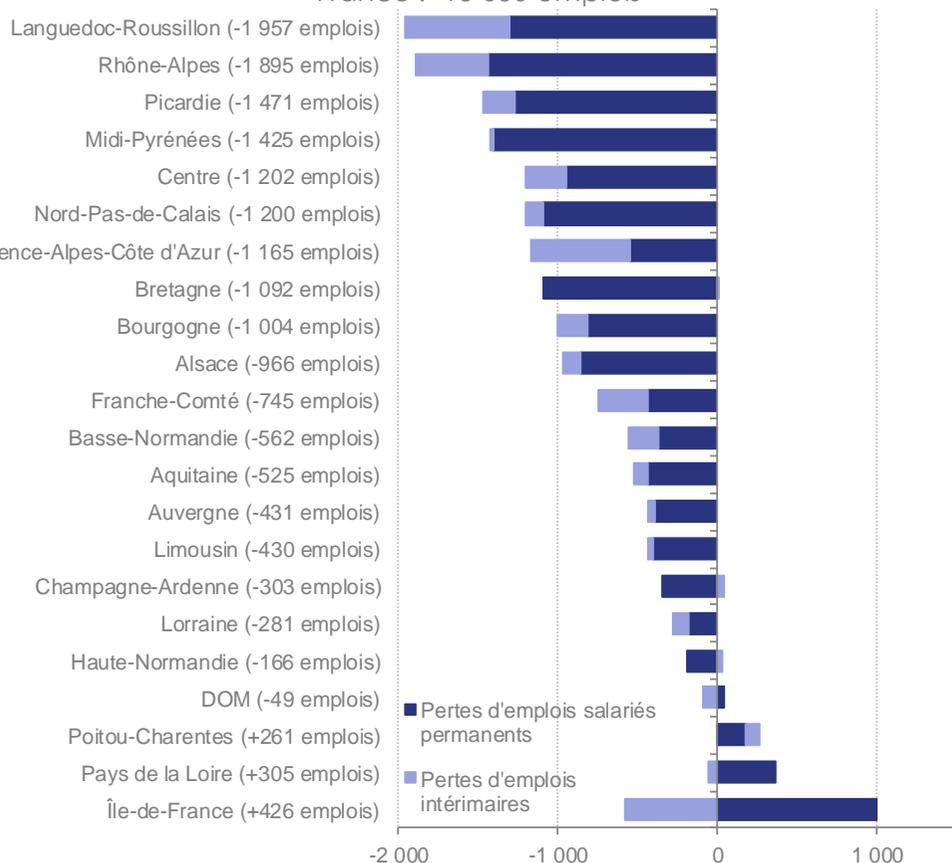
# Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

... pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur des Travaux Publics dans les régions

Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics dans les régions françaises entre 2008 et 2014

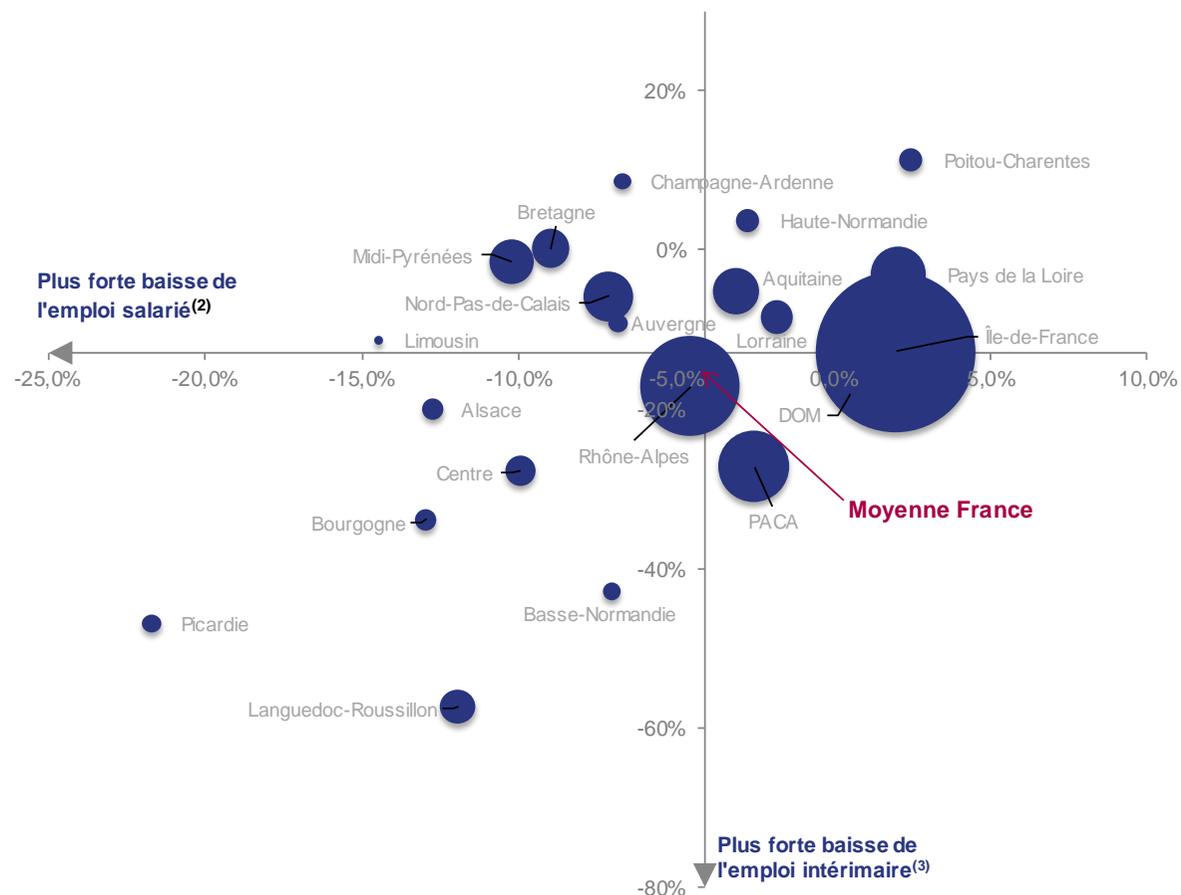
Unité : en effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE

France : -15 650 emplois



Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics dans les régions françaises entre 2008 et 2014<sup>(1)</sup>

Unité : en % des effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires Travaux Publics de 2014

Vingt régions enregistrent des pertes d'emploi globales (salariés permanents et/ou intérimaires) entre 2008 et 2014 dans les Travaux Publics.

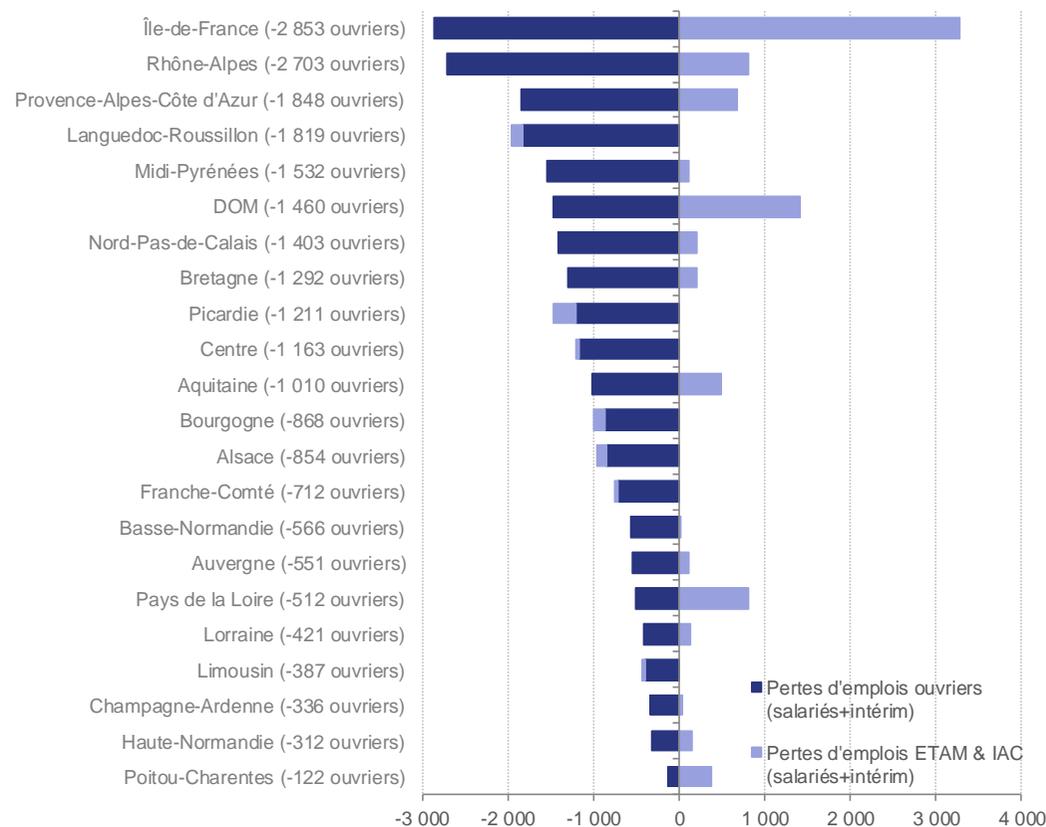
(1) Hors Corse et Franche-Comté // (2) emploi salarié permanent où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi intérimaire en ETP (équivalent temps plein) où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

# Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

## ...pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) par statut dans le secteur des Travaux Publics dans les régions

Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014

Unité : en effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014

Unité : en % des effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires de Travaux Publics de 2014

Si l'on analyse plus particulièrement l'emploi ouvrier, la totalité des régions enregistre une baisse des effectifs entre 2008 et 2014. Toutefois, seize régions ont connu une hausse des effectifs sous statut ETAM et cadre.

(1) Hors Corse et DOM // (2) emploi ouvrier où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi ETAM et IAC où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

# Les Matériaux

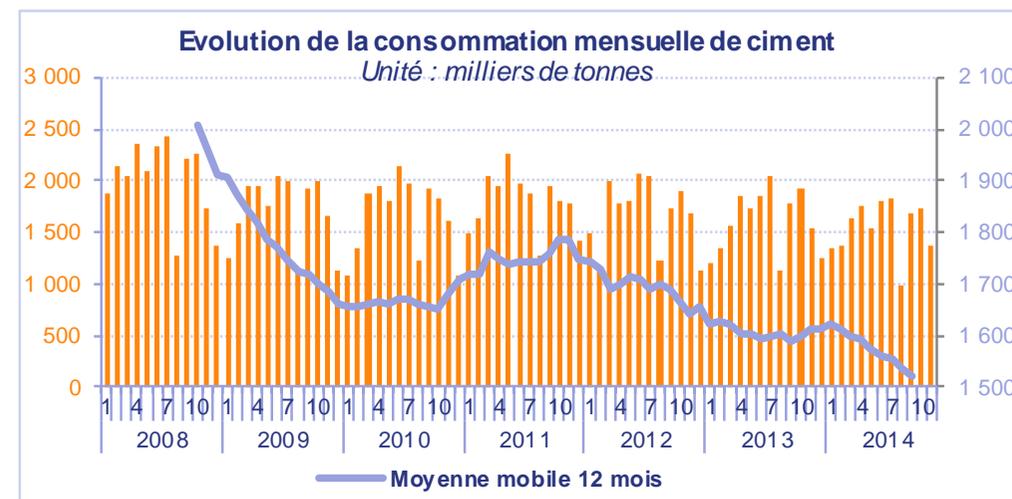
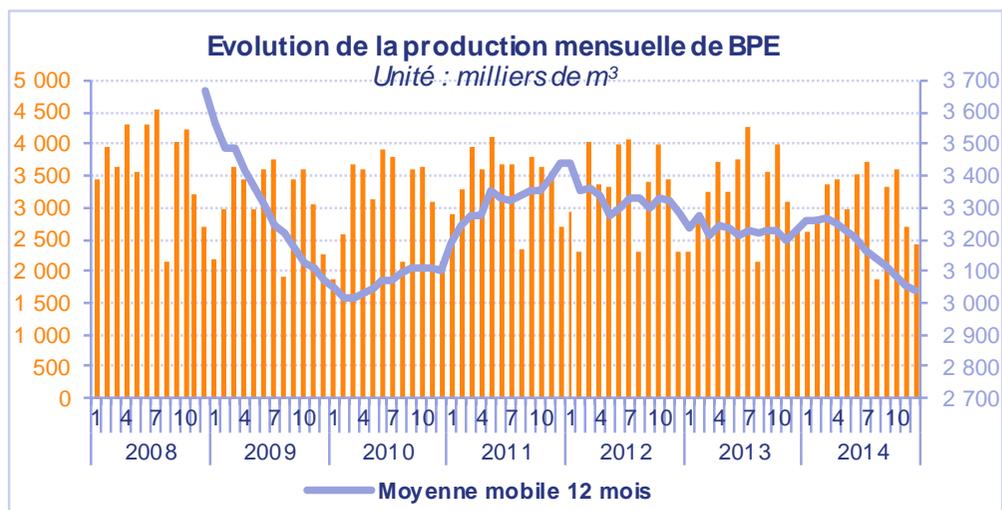
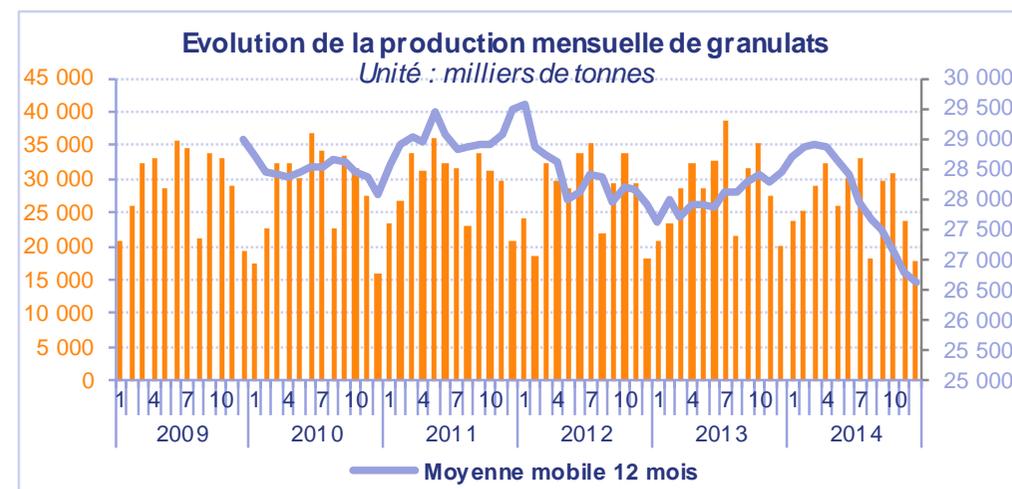
## Comparaisons inter-régionales

# Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

France : accentuation de la baisse des productions de BPE (6%) et de granulats (5,8%). Pour la période de janvier à novembre 2014, la consommation de ciment recule également de 5,2%.

## La production de matériaux Evol 1 an

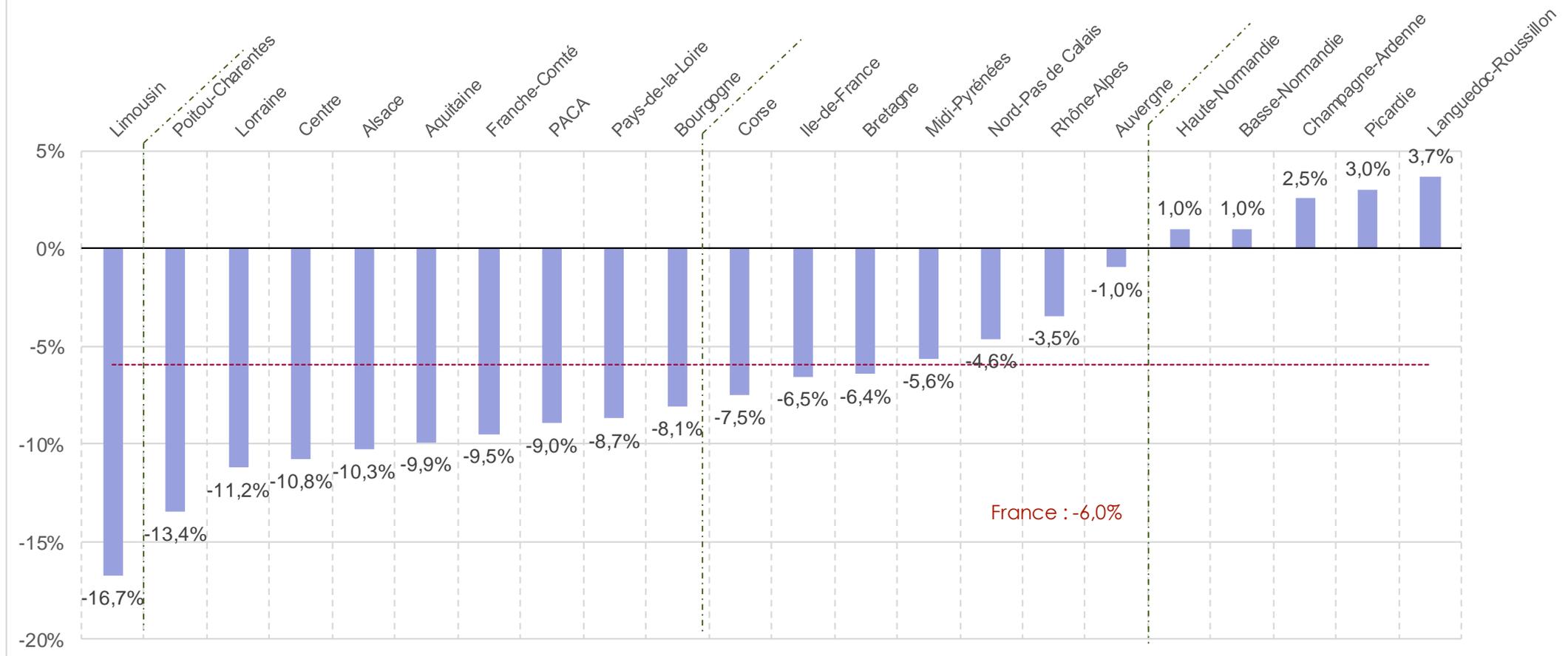
Prod. BPE en 2014	36 465 877 m <sup>3</sup>	-6,0%	▼
Prod. Granulats en 2014	319 310 kt	-6,4%	▼
Conso Ciment entre janv. et nov. 2014	17 022 kt	-5,2%	▼



Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Production cumulée de BPE 2014/2013 (%)

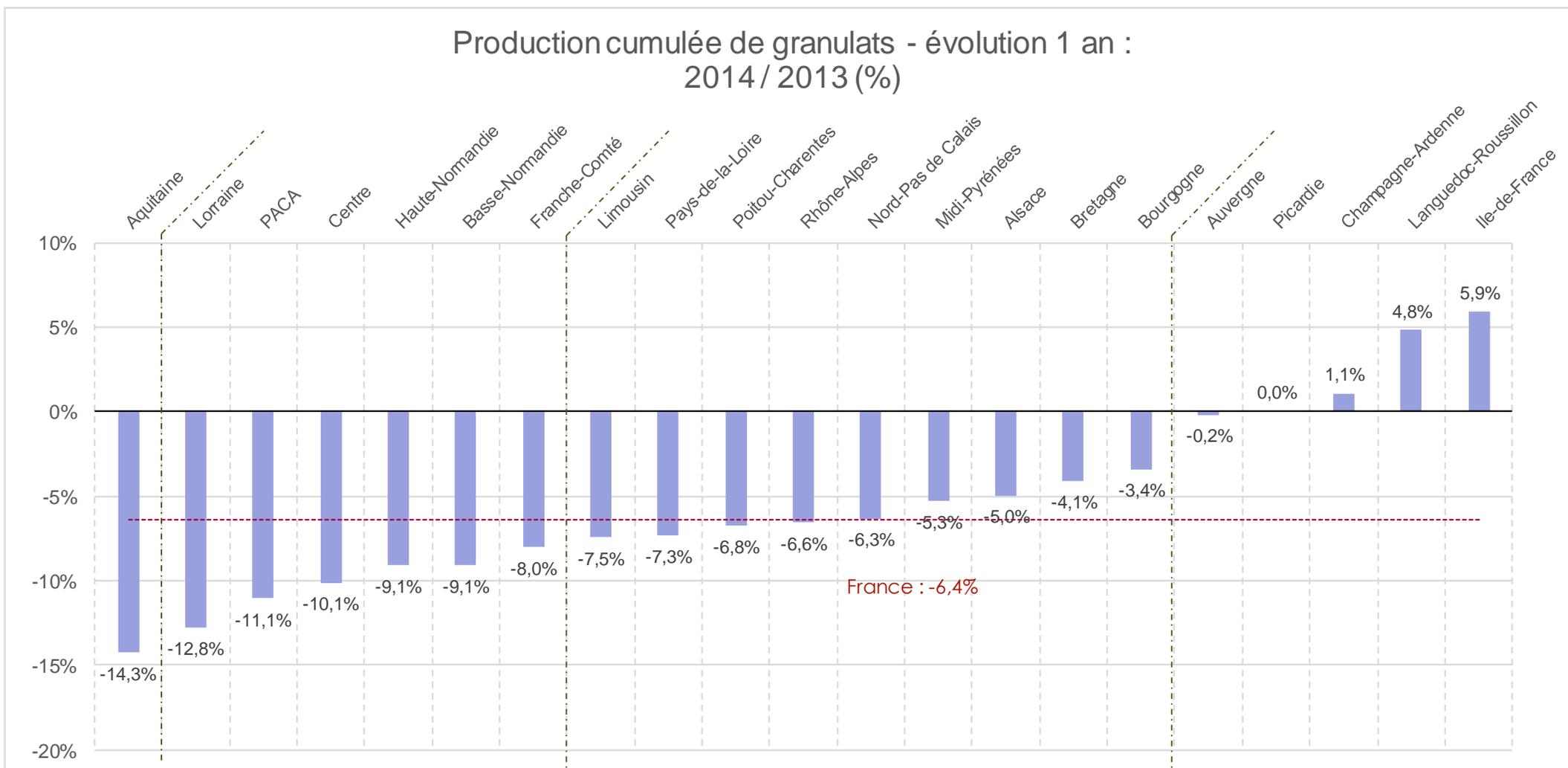


Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie .

Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Production cumulée de granulats - évolution 1 an :  
2014 / 2013 (%)

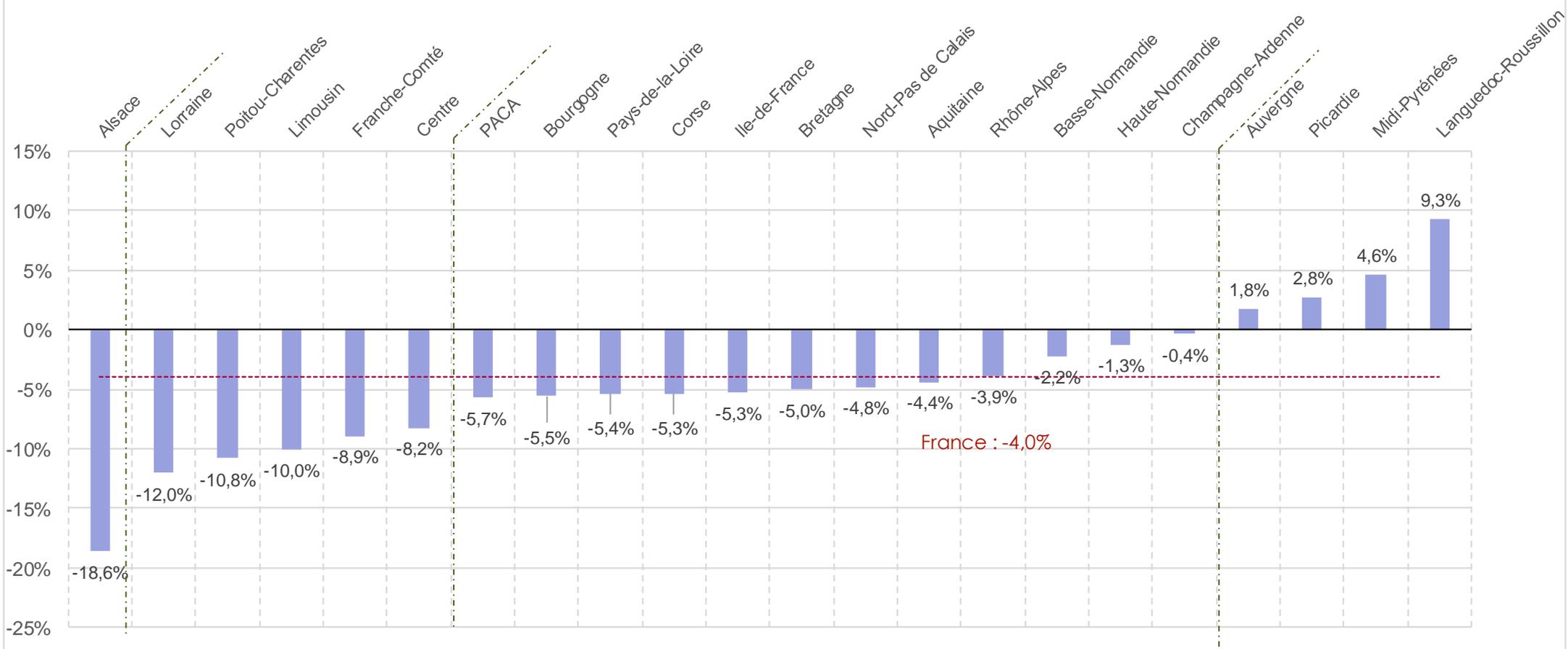


Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie.

Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Consommation cumulée de ciment  
évolution 1 an : janvier-septembre 2014 / janvier-septembre 2013 (%)



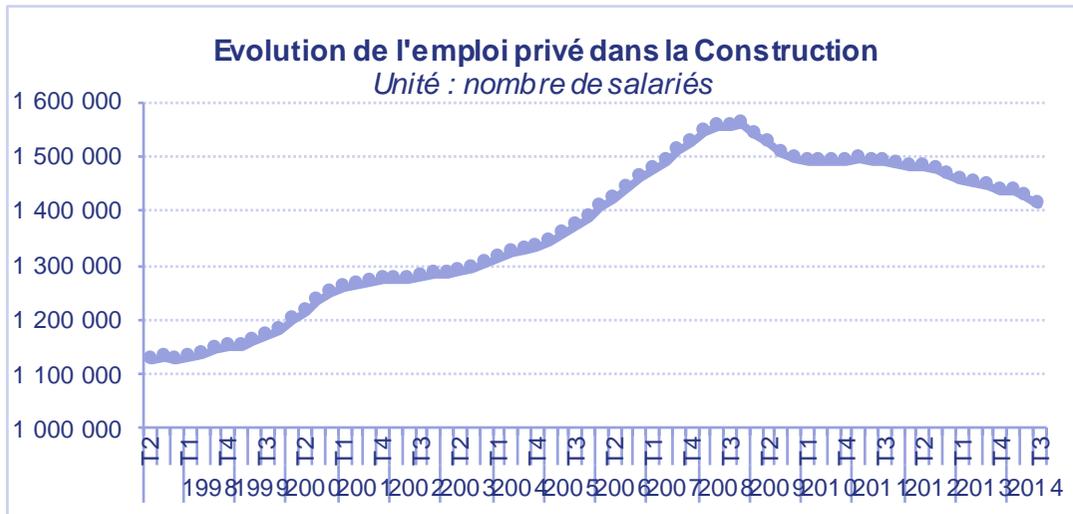
Source : SFIC (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

# L'appareil de production dans la Construction Comparaisons inter-régionales

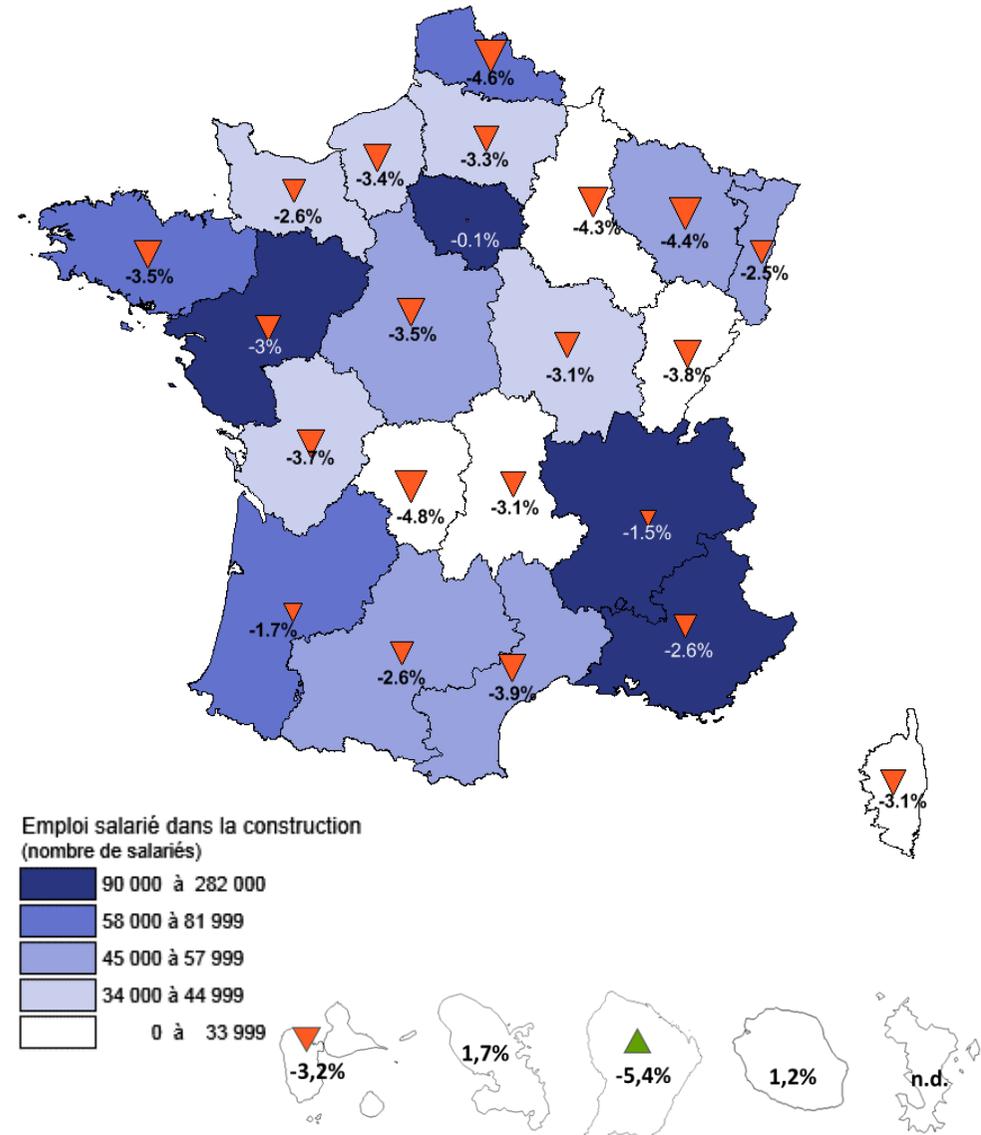
# Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

France : 1 409 264 salariés dans le secteur de la construction au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, une baisse de 2,3% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>o</sup> trimestre 2014 - Evol 1 an		
Nombre de salariés Construction	1 409 264 sal.	-2,3%	▼



Emploi salarié dans la construction  
3<sup>ème</sup> trimestre 2014, évol. 1 an

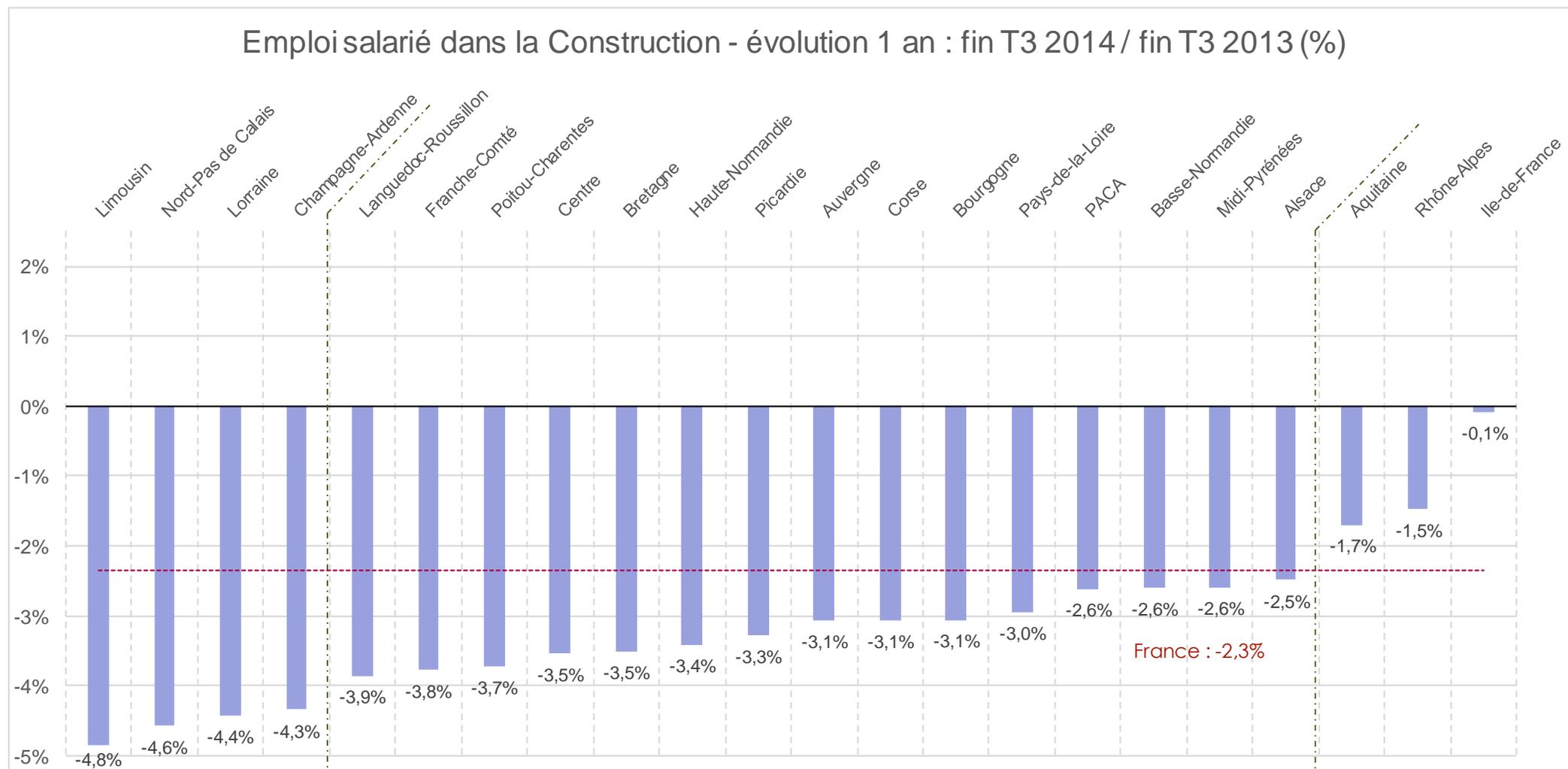


Régions : au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, l'emploi salarié est en recul dans la totalité des régions.

Source : ACOSS – URSSAF (données cvs)

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

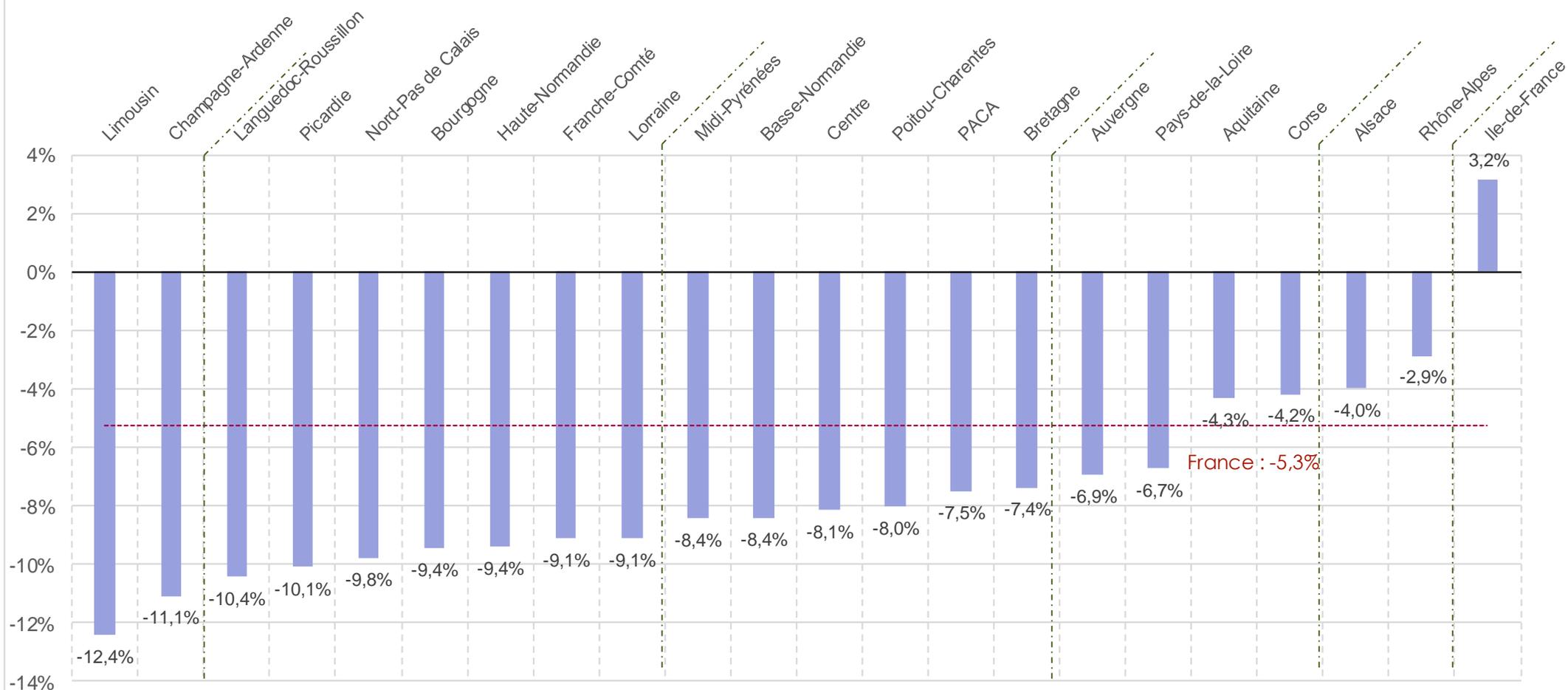
Seules trois régions présentent une évolution de l'emploi salarié moins défavorable que la moyenne nationale.



Source : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

Emploi salarié dans la Construction - évolution 3 ans : fin T3 2014/ fin T3 2011 (%)



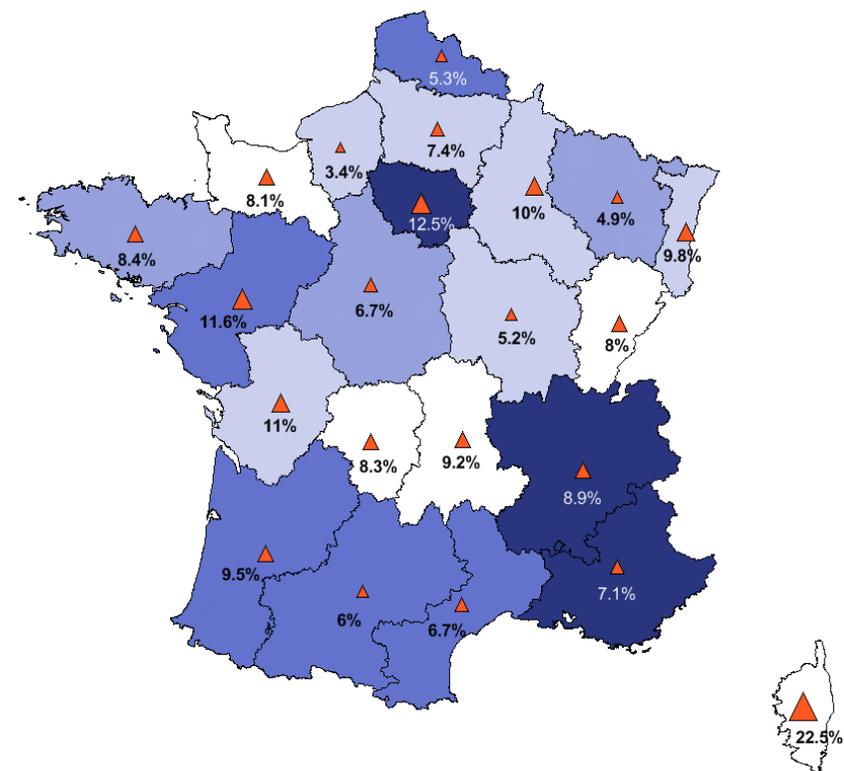
Source : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

France : 346 313 demandeurs d'emploi dans la construction à fin décembre 2014, une hausse de 7,9% par rapport à 2013 et qui s'accroît.

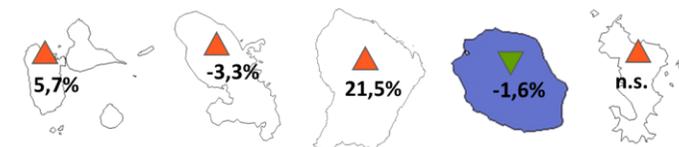
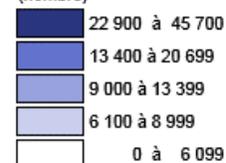
Demande d'emploi dans la construction fin décembre 2014, évol. 1 an

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Décembre 2014 - Evol 1 an		
DEFM Bâtiment et Travaux Publics	346 313 DEFM	<b>+7,9%</b>	▲
DEFM tous secteurs économiques	3 823 867 DEFM	<b>+5,2%</b>	▲
% Bâtiment et Travaux Publics / ensemble de l'activité	9%	<b>+0,2 pts</b>	▲



Régions : le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans toutes les régions à fin décembre 2014.

Demandes d'emplois en fin de mois (nombre)

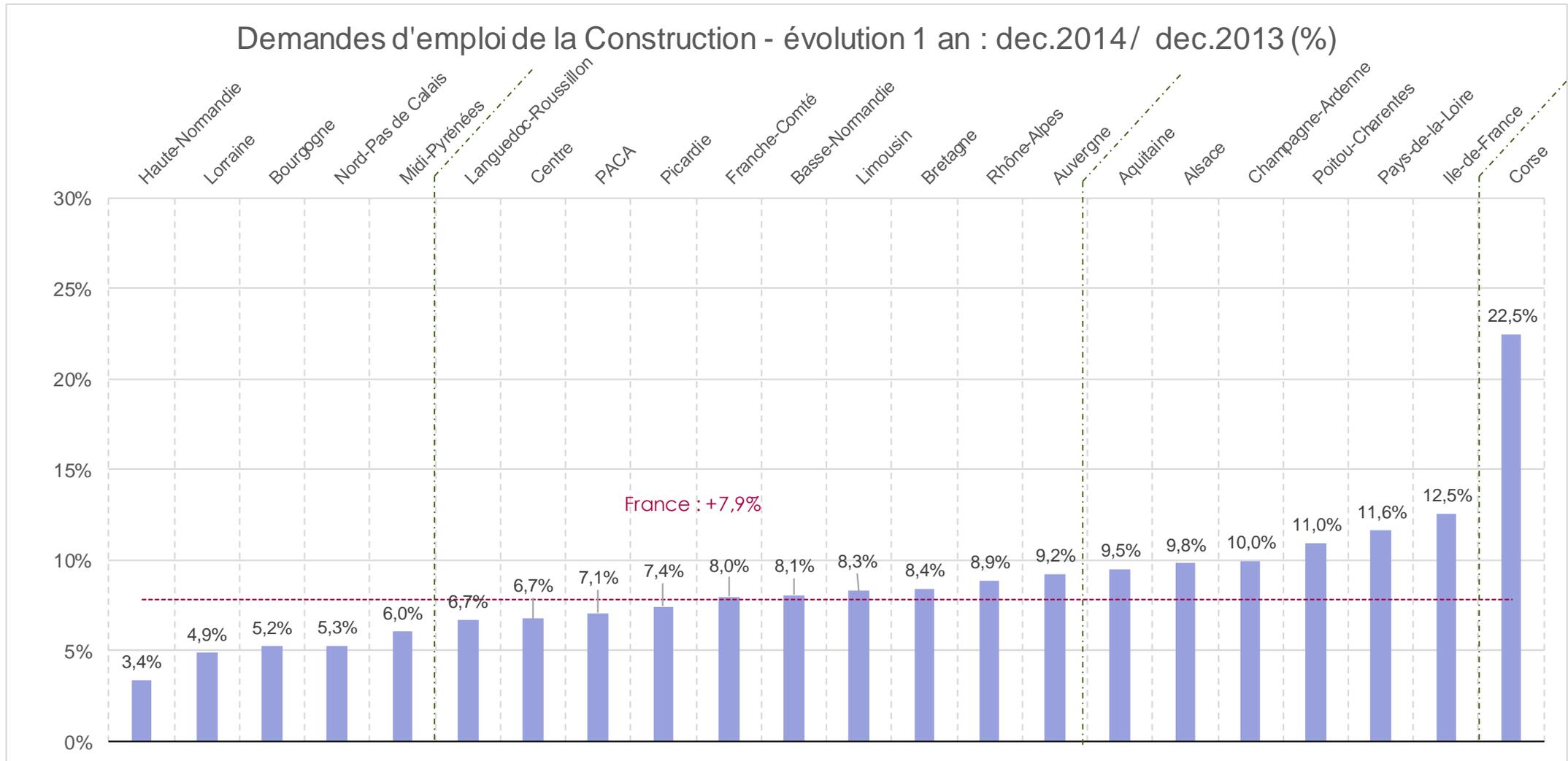


Note : ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction. Il s'agit des demandes catégorie A (demandeurs d'emploi sans emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi)

Source : DARES (données brutes)

# Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Un seul groupe (8 régions) a une croissance du nombre de demandeurs d'emploi autour de la moyenne nationale.

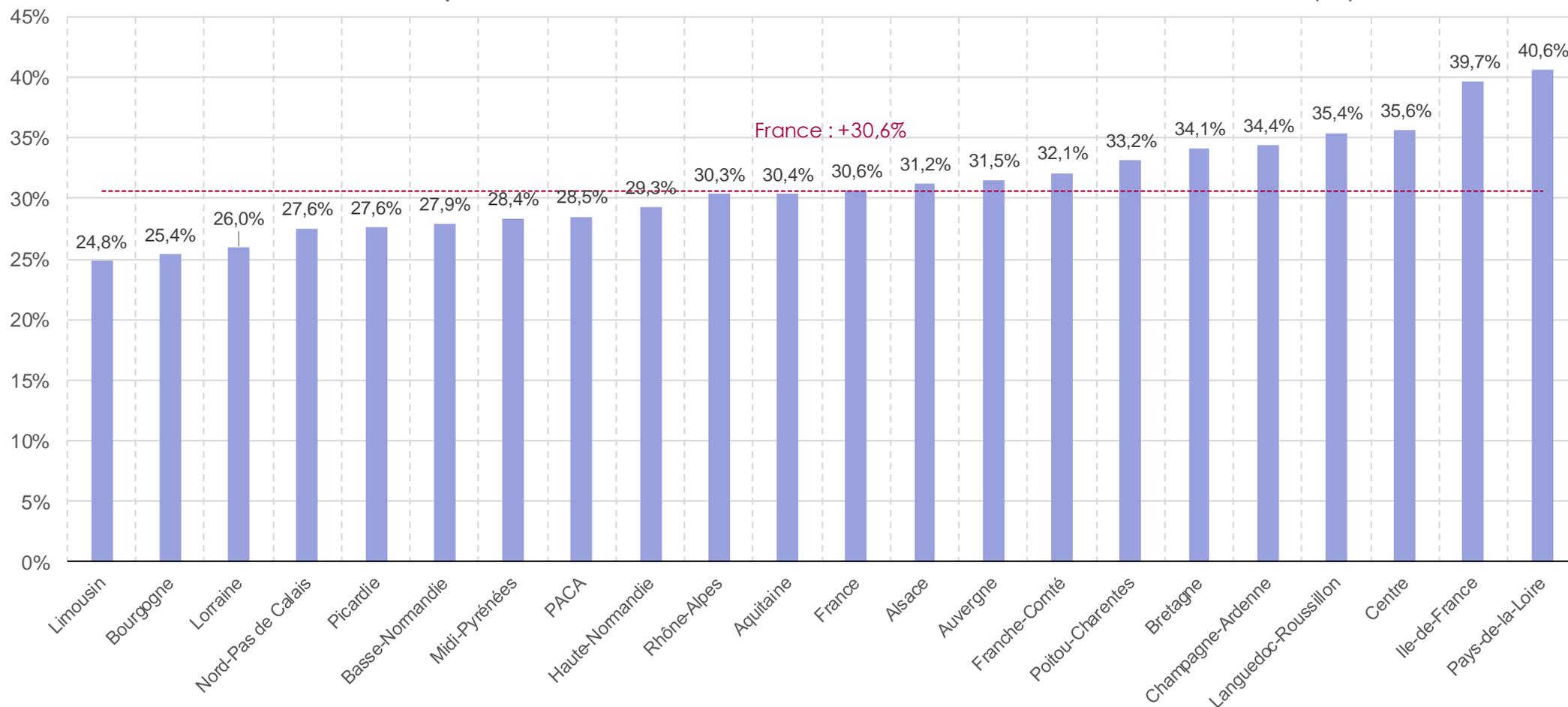


Note : ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Demands d'emploi de la Construction - évolution 3 ans : dec.2014 / dec.2011 (%)



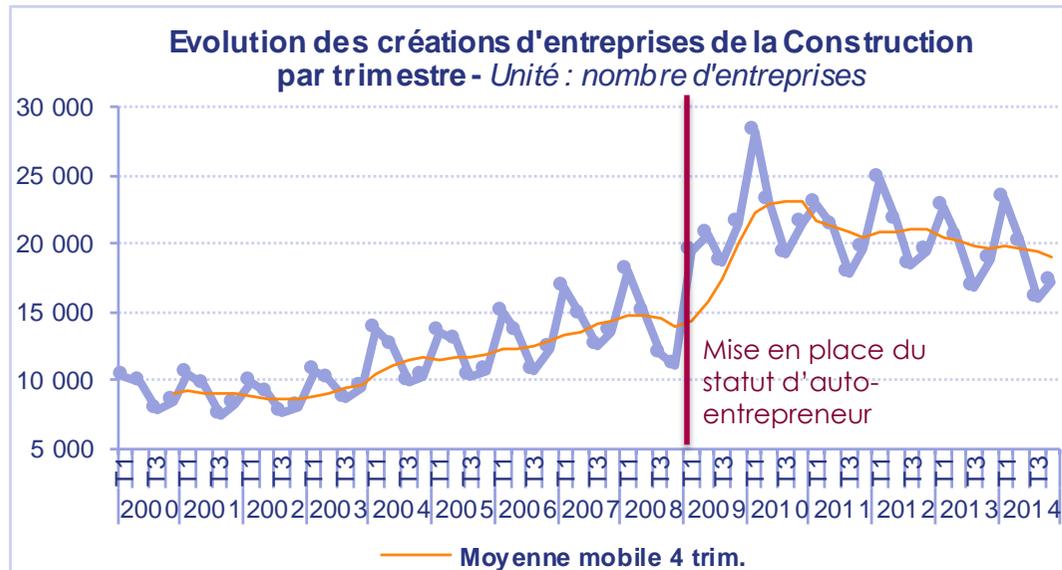
Note : ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

# Comment évoluent les créations d'entreprises ?

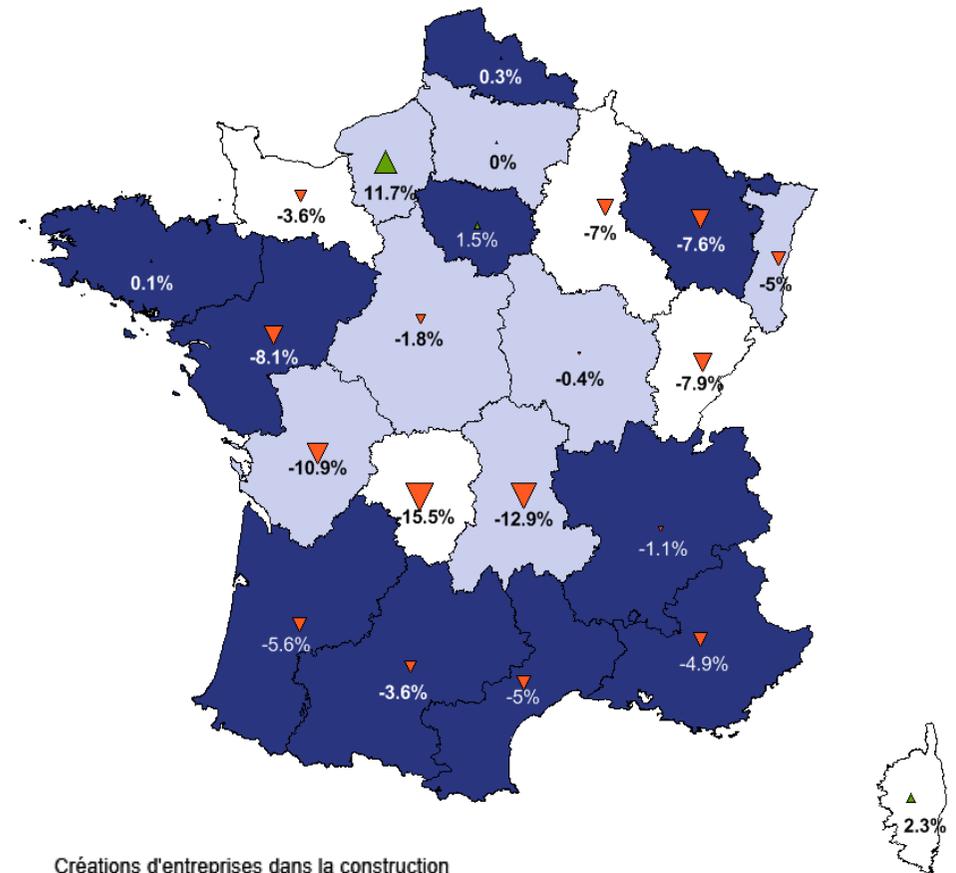
France : 17 219 créations d'entreprises dans le secteur de la construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, une baisse de 8,7% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 <sup>o</sup> trimestre 2014 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	17 219 créa.	-8,7%	▼
Créations de l'année 2014	76 508 créa.	-3,0%	▼



Régions : les créations sont en baisse dans la grande majorité des régions au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, hormis dans le nord-ouest du pays.

Créations d'entreprises dans le secteur de la construction – Année 2014, évol. 1 an



Créations d'entreprises dans la construction (nombre)

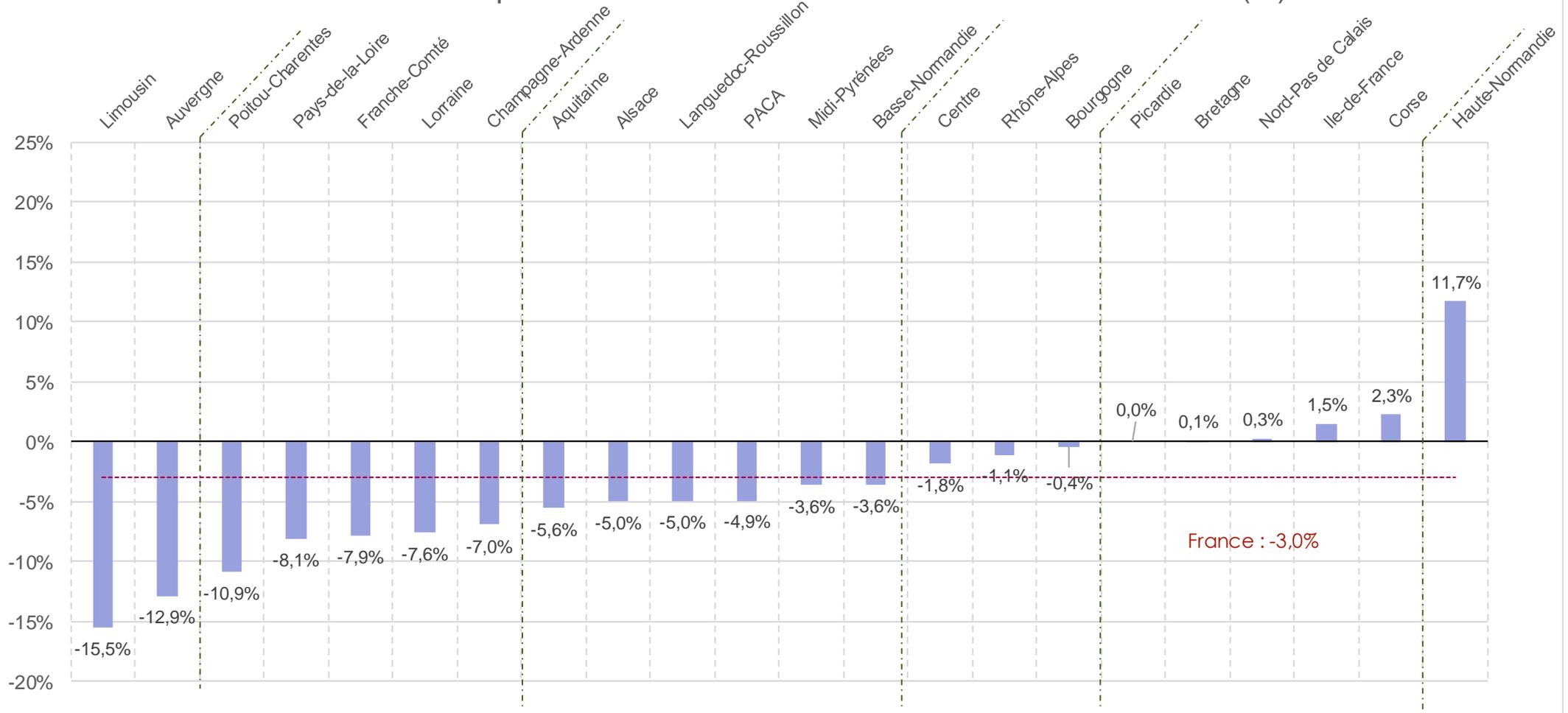
4 480 à 15 930
2 540 à 4 480
390 à 529
350 à 389
0 à 349



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

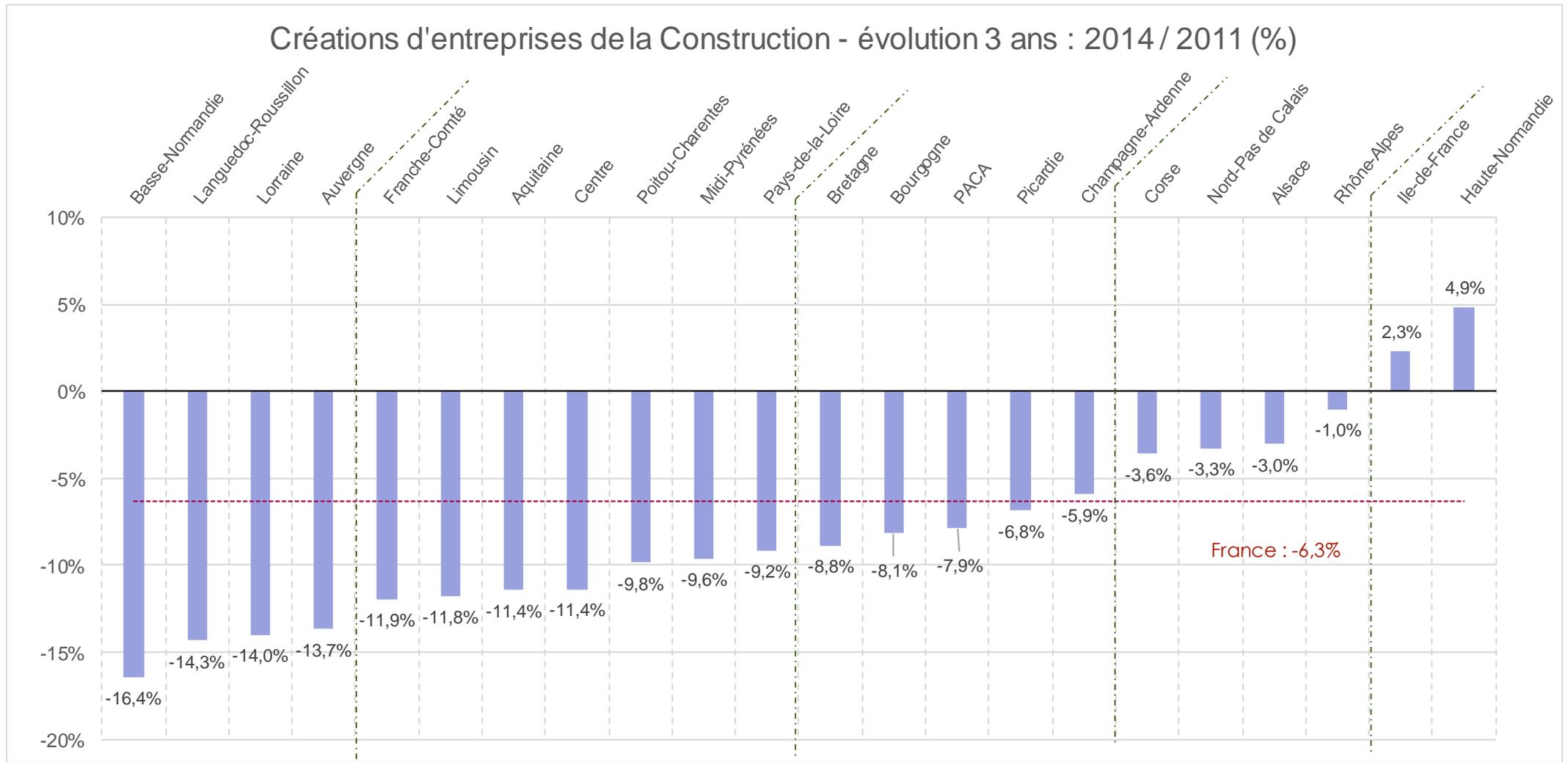
# Comment évoluent les créations d'entreprises ?

Créations d'entreprises de la Construction - évolution 1 an : 2014/2013 (%)



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Comment évoluent les créations d'entreprises ?

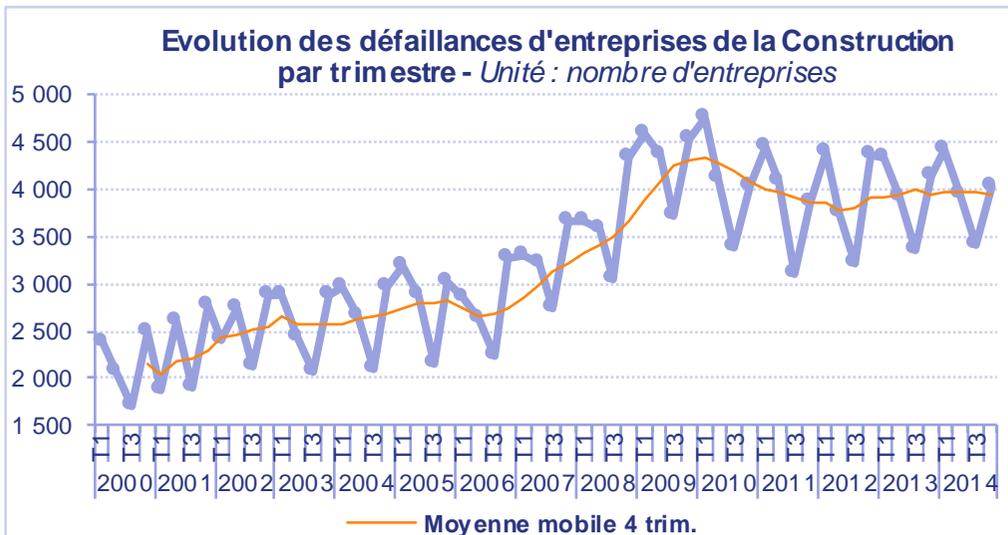


Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

France : plus de 4 000 défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014. Ceci représente une baisse de 2,3% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013. En 2014, le nombre d'entreprises défaillantes s'élève à près de 15 800, soit une hausse modérée de 0,4 % par rapport à l'année précédente.

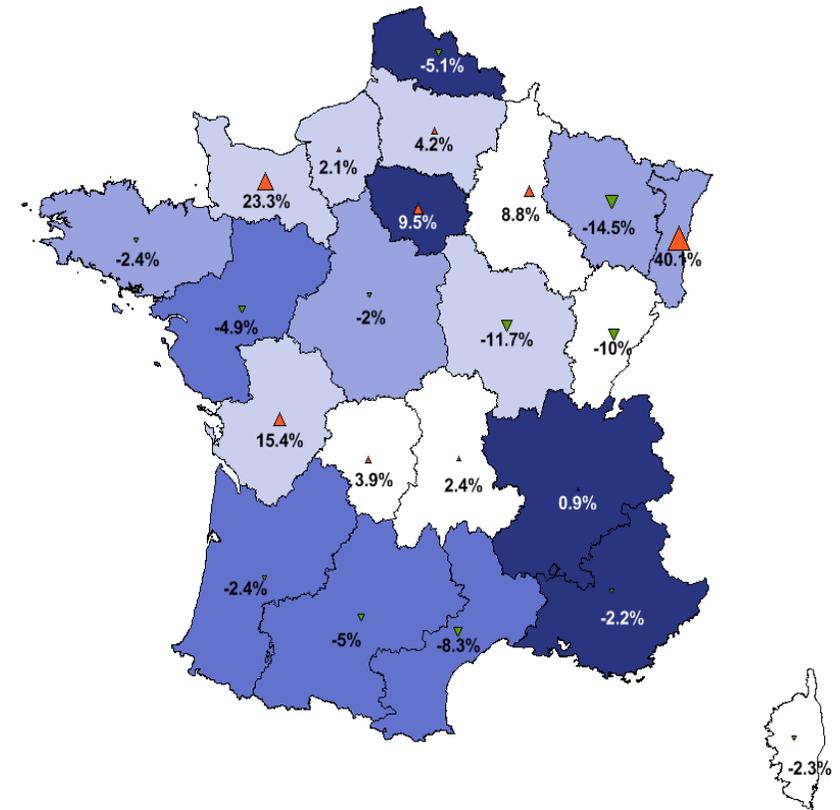
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction		4 <sup>o</sup> trimestre 2014 - Evol 1 an	
Défaillances au cours du trimestre	4 035 déf.	-2,3%	▼
Défaillances de l'année 2014	15 822 déf.	+0,4%	=



Régions : en 2014, les défaillances d'entreprises baissent dans 12 régions.

Source : Banque de France (données brutes)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction  
Année 2014, évol. 1 an

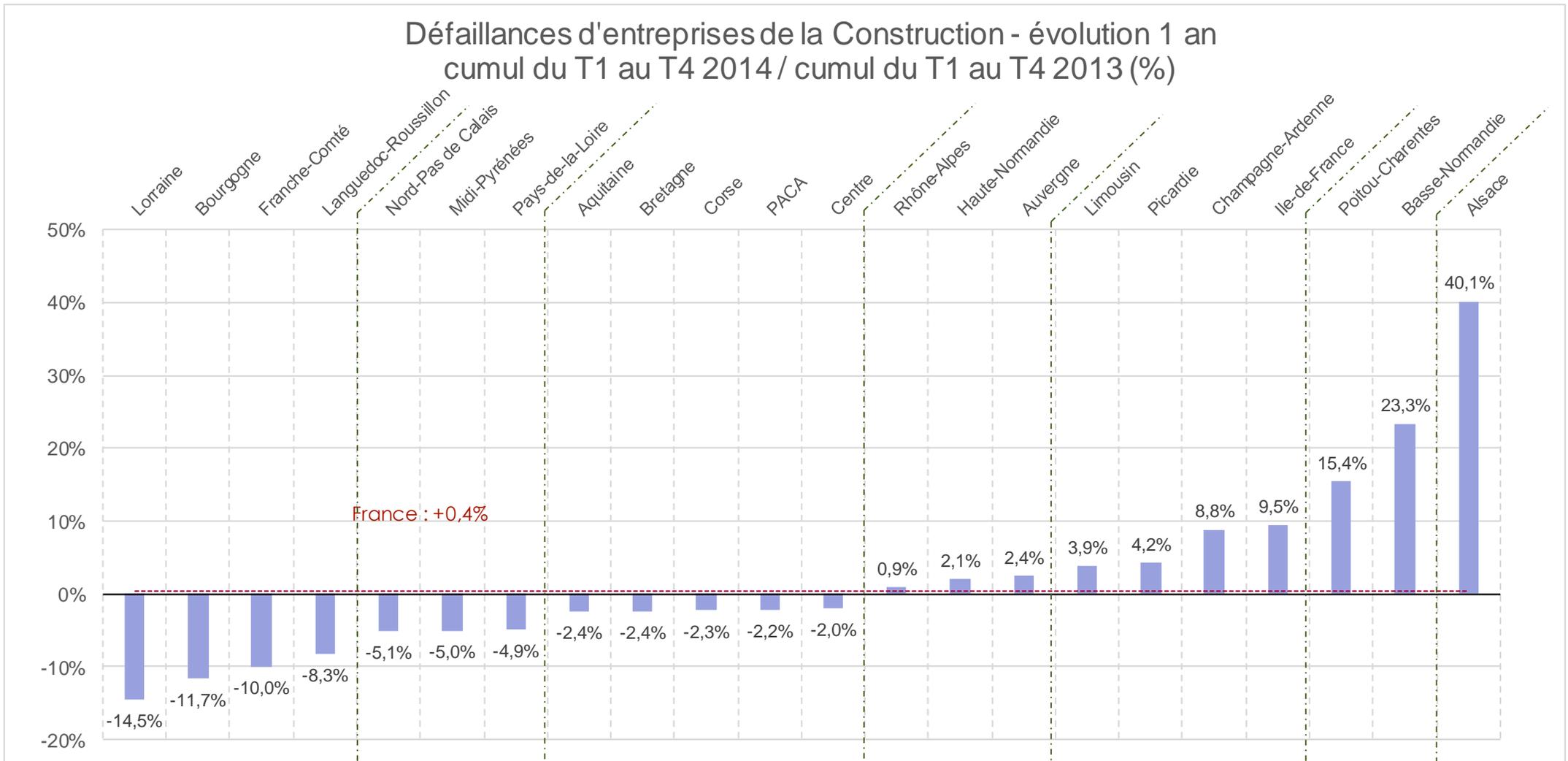


Défaillances d'entreprises dans la construction (nombre)

- 845 à 3 259
- 145 à 203
- 90 à 144
- 60 à 89
- 0 à 59

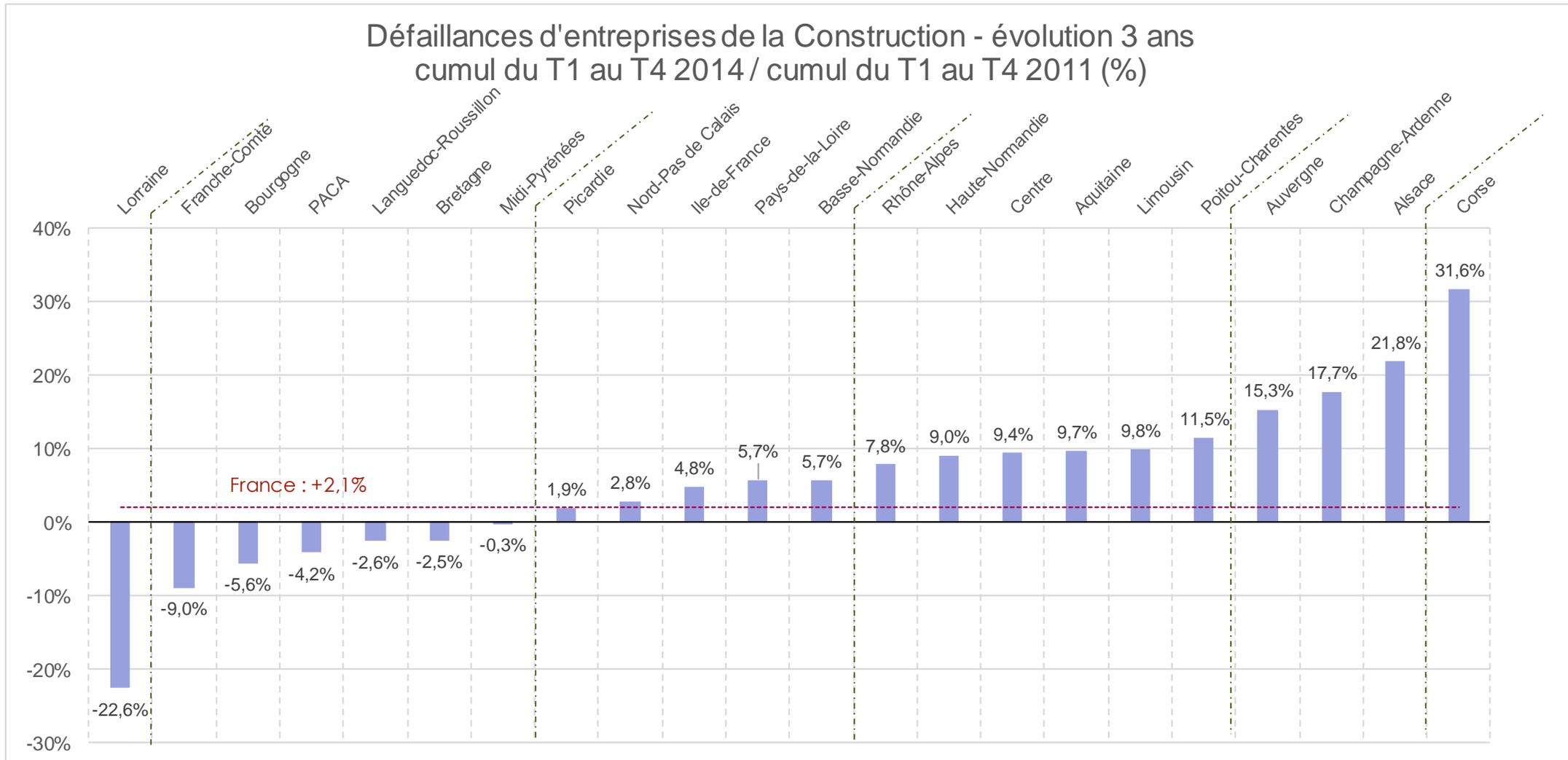


# Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?



Source : Banque de France (données brutes)

# Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?



Source : Banque de France (données brutes)

# Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



## Alsace

**CEBTP ALSACE**  
03-88-13-08-31  
cebtp-alsace@i-carre.net  
www.cebtp-alsace.asso.fr



## Aquitaine

**Cellule Economique du Bâtiment, des Travaux Publics et des Matériaux de construction d'Aquitaine - C.E.BA.TRA.M.A**  
05-56-98-25-73  
contact@cebatrama.org  
www.cebatrama.org



## Auvergne

**CERC Auvergne**  
04-73-43-15-13  
cerc-auvergne@i-carre.net  
www.cerc-actu.com - rubrique Auvergne



## Basse-Normandie

**CRIEC Basse-Normandie**  
02-31-85-44-71  
criec.basse-normandie@wanadoo.fr  
www.criec-bassenormandie.asso.fr



## Bourgogne

**ARIEC Bourgogne**  
-  
ariec.bourgogne@gmail.com  
www.cerc-actu.com - rubrique Bourgogne



## Bretagne

**Cellule Economique Régionale Bretagne**  
02-99-30-23-51  
contact@cellule-eco-bretagne.asso.fr  
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr



## Centre

**CER BTP Centre**  
02-36-17-46-11  
cerbtpcentre@gmail.com  
www.cerbtp-centre.asso.fr



## Champagne-Ardenne

**Cellule Economique Régionale Champagne-Ardenne**  
03-26-70-81-85  
  
www.cer-champagne-ardenne.fr



## Corse

**C.E.R.E.C.**  
04-95-51-79-44  
stephane.vachet@developpement-durable.gouv.fr  
www.cerec-btp.org



## Franche-Comté

**CRIC BTP**  
03-81-21-68-49  
dcee.slbe.dreal-fr.comte@developpement-durable.gouv.fr  
www.cerc-actu.com - rubrique Franche-Comté

## Guadeloupe

**Cellule Economique Régionale Guadeloupe**  
*Une Assemblée Générale Constitutive est en phase de négociation afin de créer la CERC Guadeloupe.*



## Guyane

**CE BTP Guyane**  
05-94-38-56-88  
dbcerc.guyane@gmail.com  
www.cerbtp.gf



## Haute-Normandie

**CERHN Construction**  
02-32-19-52-65  
cerhn.construction@wanadoo.fr  
www.cerc-actu.com - rubrique Haute-Normandie



## Ile-de-France

**Cellule Economique Régionale Ile-de-France**  
01-40-61-82-20  
contact@cerc-idf.fr  
www.cerc-idf.fr



# Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



## Languedoc-Roussillon

**Cellule Economique Régionale Languedoc-Roussillon**

04-67-65-08-83  
cerbtplr@orange.fr  
www.cerbtplr.fr



CELLULE ECONOMIQUE DU LIMOUSIN  
Bâtiment - Travaux Publics

## Limousin

**Cellule Economique Régionale Limousin - C.E.L.**

05-55-11-21-50  
cellule.eco.limousin.btp@orange.fr  
www.cerc-actu.com - rubrique Limousin



**CERECO**  
Lorraine

## Lorraine

**CERECO Lorraine**

03-87-62-81-44  
cerclorraine@gmail.com  
www.cerc-actu.com - rubrique Lorraine



## Midi-Pyrénées

**Comité Régional de Concertation du BTP et des Matériaux de Construction en Midi-Pyrénées - CRC BTP Midi-Pyrénées**

09-65-31-69-75  
contact@crctbp.fr  
www.crcbtp.fr



## Nord-Pas de Calais

**Cellule Economique Régionale Nord-Pas de Calais**

03-20-40-53-39  
cernordpasdecalsais@i-carre.net  
www.cercnordpasdecalsais.fr



## Nouvelle-Calédonie

**CELECO BTP - Cellule Economique du BTP de Nouvelle-Calédonie**

00-687-27-79-44  
contact@celecobtp.nc  
www.celecobtp.asso.nc



## Pays de la Loire

**Cellule Economique Régionale du BTP des Pays de la Loire**

02-51-17-65-54  
contact@cerc-paysdelaloire.fr  
www.cerc-paysdelaloire.fr



## Picardie

**Cellule Economique Régionale Picardie**

03-22-82-25-44  
cer-picardie@i-carre.net  
www.cerc-actu.com - rubrique Picardie



## Poitou-Charentes

**Cellule Economique Régionale Poitou-Charentes**

05-49-41-47-37  
contact@cerc-pc.fr  
www.cerc-pc.fr



## Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Cellule Economique Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur**

04-91-37-30-90  
cerc.paca@i-carre.net  
www.cerc-paca.fr



## Réunion

**Cellule Economique Régionale Réunion**

02-62-40-28-16  
cerbtp@i-carre.net  
www.btp-reunion.net



## Rhône-Alpes

**Cellule Economique Rhône-Alpes - CERA**

04-72-61-06-30  
cera@cera-btp.fr  
www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr



